

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS :

AGOA : African Growth and Opportunity Act

APD : Aide Publique au Développement

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BM : Banque Mondiale

BNI : Banque Nationale de l'Industrie

BRICS : Brésil Russie Inde Chine South Africa

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CREAM : Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique

EPE : Entreprise de Promotion et d'Exploitation

FMI : Fonds monétaire International

FMN : Firme Multinational

IDE : Investissement Direct étranger

IPF : Investissement de Porte – Feuilles

MID : Marché Inter – bancaire de Devise

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

PDP : Programme de Dépenses Publiques

PED : Pays en voie de développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PIP : Programme d'Investissement Public

PMA : Pays Moins Avancés

QMM : Qit Mineral Madagascar

RD : Recherche et Développement

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UCB : Union Commercial Bank

UE : Union Européenne

USD : United States Dollar (dollar, monnaie américaine)

VA : Valeur Ajoutée

ZFI : Zone Franche Industrielle

Liste des tableaux :

✓ Tableau 1: les principaux atouts de Madagascar.....	30
✓ Tableau 2 : évolution des IDE à Madagascar (en termes de stock, en milliard de dollar)	31
✓ Tableau 3 : Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2012	34
✓ Tableau 4 : Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary).....	36
✓ Tableau 5 : Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary).....	38
✓ Tableau 6 : les dividendes payés selon les pays de résidence des investisseurs en 2012.....	41
✓ Tableau 7 : stock d'IDE par branches d'activités de 2006 à 2012 (en milliards d'Ariary).....	44
✓ Tableau 8 : le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2012.....	46
✓ Tableau 9 : Chiffres d'Affaires et valeurs ajoutées (V.A) générés par les entreprises à capitaux étrangers à Madagascar de 2000 à 2012 (en milliards d'Ariary)	54
✓ Tableau 10 : balance de paiements de Madagascar (en millions de DTS).....	56
✓ Tableau 11 : évolution du taux de pauvreté à Madagascar de 1993 à 2010 (en %).....	60
✓ Tableau 12 : les emplois générés par les entreprises de capitaux étrangers à Madagascar de 2000 à 2012	61
✓ Tableau 13 : répartition des emplois créés par branche d'activité (en %) en 2012.....	62
✓ Tableau 14 : taux de pression fiscale à Madagascar de 2008 à 2014.....	64
✓ Tableau 15 : les principaux handicaps de Madagascar.....	65
✓ Tableau 16 : évolution des activités en 2012	66
✓ Tableau 17 : facteur limitant le développement des activités	66

Liste des figures :

- **Figure 1 : entrée d'IDE à l'échelle mondiale et par catégorie de pays, 1995 à 2013 et projection pour 2016 (en milliard de dollar)**21
- **Figure 2 : Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012**32
- **Figure 3 : Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2012.....**37
- **Figure 4 : répartition du flux d'IDE français à Madagascar par branche d'activité en 2012**39
- **Figure 5 : répartition du flux d'IDE Mauricien par branche d'activité en 2012.....**40
- **Figure 6 : évolution du stock d'IDE de 2000 à 2012.....**42
- **Figure 7 : variation du taux de croissance économique de Madagascar (1985 à 2009)**52
- **Figure 8 : évolution du taux d'inflation et du taux de croissance économique de 2009 à 2014.....**53
- **Figure 9 : Madagascar, structure des importations (2008 à 2013).....**58
- **Figure 10 : structure des exportations de Madagascar (2008 à 2013).....**59
- **Figure 11 : évolution des IDE entrants en million d'USD.....**59

SOMMAIRE :

INTRODUCTION

PARTIE I : Approche théorique sur les IDE

Chapitre 1 : généralités sur les IDE

Chapitre 2 : les théories économiques à la base des IDE

Chapitre 3 : aperçu global de l'évolution des IDE dans les PED et à Madagascar

PARTIE II : les impacts des IDE dans les pays d'accueil : le cas de Madagascar

Chapitre 1 : les impacts des flux d'IDE pour Madagascar

Chapitre 2 : réflexions sur les impacts des IDE et suggestions

CONCLUSION

INTRODUCTION :

Depuis l'acquisition de leur indépendance, la majorité des pays africains y compris Madagascar enregistrent de faible niveau de développement. Les infrastructures sont en mauvais état voire inexistantes, la couverture sanitaire et le niveau d'éducation étaient très faibles. Pour financer l'investissement public, les Etats ont été obligé de s'endetter. Face à la faiblesse de l'épargne nationale et surtout au poids de l'endettement, ces pays se sont tournés vers la recherche d'autres sources de financement de leurs activités économiques. Et parmi les multiples sources figurent les capitaux privés, surtout les Investissements Directs Etrangers (IDE) qui vont devenir la source principale de financement extérieur outre que les prêts sur les marchés financiers et l'Aide Publique au Développement (APD).

Par le développement de la mondialisation, les PED bénéficient de la libre circulation des biens et des capitaux étrangers afin de s'intégrer au niveau du marché mondial. Certains pays de l'Asie de l'Est et du Sud – Est ont opté pour l'attraction des IDE pour relancer leurs économies. Ces pays sont devenus des modèles en matière d'IDE pour les autres pays en développement notamment Madagascar. Depuis quelques années, les politiques économiques nationales des pays du Sud (Pays de l'Afrique, Amérique Latine) sont orientées vers la promotion des investissements étrangers, la libéralisation de leurs économies et l'engagement dans un processus de privatisation.

Ces politiques ont pour objectif, non seulement de rééquilibrer la balance des paiements par l'augmentation des exportations et de combler la faiblesse de l'épargne nationale. Ces orientations stratégiques doivent également permettre la création de nouveaux emplois, le transfert de technologie, la hausse du revenu national.

Les efforts d'attirer les investissements directs étrangers (IDE) sont devenus la plus haute priorité pour les gouvernements dans le but de relancer la croissance économique. Beaucoup de ces pays en développement sont devenus des terres d'accueil des IDE. Madagascar fait partie de ces pays qui optent pour l'attraction des IDE. Le pays présente une caractéristique favorable en matière d'investissement notamment son vaste territoire, les mains d'œuvre nombreuses, les ressources naturelles, etc.

C'est la raison pour laquelle nous avons pris comme thème : « **réflexions sur les impacts des Investissement Directs Etrangers dans les pays d'accueil, étude du cas de Madagascar** ».

Nous constatons que malgré l'attraction des IDE, nombreux sont les pays qui n'ont pas vu d'évolution considérable concernant leur développement. Ce constat nous pousse à analyser les réels impacts des IDE sur les pays d'accueil comme Madagascar. Notre problématique se présente par la question suivante : est-ce que les IDE entraînent – ils seulement des effets positifs pour les pays d'accueil ? Il nécessaire de savoir les conditions favorables au développement des IDE.

Pour répondre à ces questions, des recherches ont été réalisées ; la méthodologie suivante a été opté : en premier lieu, nous avons effectué des revues de littératures sur les IDE, et nous avons collecté des informations et des statistiques concernant notre thème. En second lieu, nous avons procédé à l'analyse des statistiques offertes par des institutions nationales et les organismes internationaux qui s'intéressent à l'étude des IDE. Nous serons amenés, à revenir, pour le cas Madagascar, sur les déterminants et les impacts des investissements directs étrangers et les théories qui les expliquent.

Nous allons diviser en deux parties notre plan : la première partie concerne l'approche théorique sur les IDE. Pour pouvoir analyser les effets des IDE dans les PED nous devons tout d'abord connaître ce qu'on entend par IDE. Nous passerons en revue les théories économiques expliquant l'évolution des IDE et leurs impacts dans les pays d'accueil. La seconde partie de notre étude se tourne sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux des IDE dans les pays en développement dont Madagascar. Cette seconde partie étudie également les raisons qui freinent le développement des IDE dans le pays et nous y annoncerons des recommandations en vue d'améliorer le climat des affaires à Madagascar.

PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES SUR LES IDE

Nous allons entamer dans cette première partie par l'approche théorique sur les IDE. En effet, pour pouvoir analyser les impacts des IDE sur les économies des pays d'accueil, nous devons d'abord connaître les fondements théoriques de la formation de ces IDE. Les IDE sont issus de la volonté des investisseurs étrangers de rentabiliser leurs capitaux dans les pays dont la productivité du capital est forte et où les mains d'œuvres et les ressources naturelles sont abondantes. Les IDE sont nés aussi de la volonté des pays d'accueil d'attirer les capitaux étrangers afin de compenser la faiblesse de leurs épargnes nationales et de relancer la croissance économique.

Dans cette première partie, nous allons avoir deux chapitres, le premier chapitre s'efforce de cerner les concepts et les définitions autour des IDE, ainsi que les termes y afférents. Le second chapitre se concentre sur les revues de la littérature concernant les déterminants et les impacts des IDE dans le pays hôte.

CHAPITRE 1 : CONCEPTS ET DEFINITIONS AUTOUR DE L'IDE

Pour commencer les études sur les IDE, nous allons d'abord entamer par les approches des théories économiques sur le phénomène. En effet, pour comprendre les IDE nous devons tout d'abord comprendre les termes employés en ce qui concerne les IDE.

Dans ce premier chapitre, nous allons avoir trois sections. La première section concerne les généralités sur les IDE où nous étudierons les définitions et les termes autour de l'étude de l'IDE. La deuxième section étudie les origines de l'IDE selon les écoles de pensées économiques. Quant à la troisième section, elle étudie les supposés effets des IDE sur l'économie du pays d'accueil

Section 1) généralités sur les IDE

Dans cette section concernant les généralités sur les IDE, nous allons cerner tous les termes et les acteurs touchant l'IDE. Nous allons tout d'abord commencer les définitions et les termes en relations avec l'IDE.

1) Définition de l'IDE et des termes en relations :

Des organismes spécialisés ont donné leur définition concernant l'IDE. Selon le FMI, il y a investissement direct (ID) lorsqu'une entité non-résidente prend un intérêt durable dans une entreprise résidente. Cela implique l'existence d'une relation de long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise investie ainsi qu'un degré significatif d'influence (ou la capacité de l'exercer) de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise investie. L'IDE désigne les « investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)¹ .

D'un point de vue statistique, conformément aux recommandations du FMI et de l'OCDE², dès lors qu'une entité non-résidente détient au moins 10 % du capital social d'une entreprise résidente, on considère qu'il y a IDE. Toute participation au capital

¹ FMI, Manuel de la balance des paiements, 5^{ème} édition, 1993.

² OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique)

d'une entreprise résidente par une entité non résidente inférieure à 10 % sera comptabilisée, dans la balance des paiements, comme un investissement de portefeuille (IPF). Le seuil des 10 % constitue donc la distinction statistique entre IDE et IPF. Dès que le seuil des 10 % est atteint, toutes les opérations subséquentes en capital entre l'investisseur étranger et l'entreprise résidente sont recensées dans les ID. Ces opérations recouvrent les augmentations de participation au capital de l'entreprise, les prêts de court terme et long terme entre l'investisseur étranger et l'entreprise investie, les bénéfices réinvestis.

2) Types d'IDE :

Parmi les modalités d'implantation des IDE, on distingue :

- ✓ **Greenfield** : Qui consiste à l'implantation d'une unité de production ou d'une usine à l'étranger possédée à 100% par la maison mère. Elle peut revêtir plusieurs formes allant de l'unité d'assemblage jusqu'à l'usine intégrée chef de file d'autres unités.
- ✓ **Fusions et acquisitions** : c'est la forme d'implantation consistant au rachat ou à l'acquisition d'une entreprise étrangère déjà existante à plus de 50%.
- ✓ **Joint-Venture** : Résulte de la création en commun avec une entreprise étrangère d'une société mixte située à l'étranger et dont chaque partenaire détient le capital dans des proportions voisines de 50/50 ou 60/40.

3) Mode de mesure de l'IDE :

On peut mesurer les IDE selon leur stock au niveau d'un pays et le flux qui correspond au mouvement de capitaux.

- **Le stock d'IDE (résidu)** : correspond à une estimation de la valeur totale des capitaux dans un pays à un moment donné. On distingue deux types de ces stocks : les stocks entrants qui représentent la valeur totale des capitaux étrangers dans un pays (investissement direct de l'étranger), tandis que les stocks sortants sont la valeur totale des capitaux nationaux sortis du même pays vers l'étranger à un moment donné (l'investissement direct à l'étranger).

- **Le flux d'IDE** : (mouvement) : le flux correspond aux mouvements et aux modifications de la valeur des investissements faits fait par une entité de production durant une période donnée (t_0 et t_1). Le flux représente la somme des éléments suivants :

- ✓ Apports nets en capital accordés par l'investisseur direct sous forme d'achat d'actions, de parts, d'augmentation de capital ou de créations d'entreprises.

- ✓ Prêts nets, y compris les prêts à court terme et avances consenties par la maison mère à sa filiale.
- ✓ Bénéfices non distribués (réinvestis).

Nous avons vu dans cette première section la définition et les termes autour de l'IDE. Quant à la section suivante, nous allons approfondir notre analyse dans les stratégies des firmes multinationales (FMN)

Section 2) Les principales stratégies des firmes multinationales (FMN)

Plusieurs stratégies sont employées par les FMN pour s'implanter et investir dans les pays d'accueil.

1) La stratégie d'accès aux ressources naturelles

Tous les pays n'ont pas les mêmes caractéristiques géographiques, climatiques et géologiques. Certains pays sont dotés de ressources naturelles qui présentent des potentialités énormes dans la création de richesse à condition de les exploiter. C'est dans le but d'exploiter ces ressources que les FMN veulent investir dans les pays d'accueil. Ces ressources sont souvent exploiter et en situation de brute, elles serviront à devenir des matières premières utiles à la fabrication de certains biens. Cette stratégie est très ancienne puisqu'elle existait déjà quand les européens ont entrepris la conquête de nouveau monde. Il s'agissait de chercher des métaux précieux et des pierres précieuses. C'est le Mercantilisme qui a initié cette stratégie dans le but d'enrichir les Nations. Actuellement, cette stratégie sert à approvisionner les FMN étranger en matières premières. Elle est surtout utilisée dans les secteurs miniers, énergétiques (pétrole, gaz naturelles, huile lourdes) et métallurgiques (acier, exemple : le titane, l'aluminium). Ces ressources sont souvent exploitées dans les pays en développement et transformer dans les pays développés qui possèdent la technologie nécessaire.

2) La stratégie d'accès au marché : la stratégie « horizontale »

Cette stratégie se base sur la volonté de la firme d'accéder à de nouveaux marchés. Il s'agit pour la firme de s'implanter dans les pays qui présentent la même caractéristique et structure de marché que le pays originaire de la firme.

Cette stratégie est dite horizontale car la firme s'implante entre deux ou plusieurs marchés dans plusieurs pays ayant la même structure du marché et un niveau de développement assez équivalent ; exemple : une firme américaine s'implante dans les pays

européens. Les produits et les techniques de production sont les mêmes et les investissements sont croisés et dans les mêmes secteurs d'activités. Pour cette stratégie horizontale chaque filiale dispersée à travers le monde est autonome dans sa production et leur relation avec la société mère se limite seulement à la propriété et au transfert de la technologie et de capitaux dans le pays d'accueil. Les obstacles à cette stratégie est le protectionnisme entre les pays. Cette stratégie se fait entre pays ayant le même niveau de développement.

Cette stratégie a été largement développée jusqu'aux années soixante. Dans les pays développés à économie de marché, elle se trouve en déclin depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Par contre, les nouveaux pays industrialisés, et les pays en transition ex-socialistes font de cette stratégie de marché leur mode d'internationalisation de prédilection pour pouvoir accéder aux marchés des pays développés.

3) La stratégie de minimisation des coûts : la stratégie “ verticale ”

La stratégie verticale consiste pour la firme à réduire ses coûts de production. Les différentes étapes du processus de production de la firme sont localisées dans des pays différents à travers une décomposition internationale du processus productif. La stratégie verticale ou de délocalisation est une stratégie de minimisation des coûts de production. Les investisseurs directs étrangers profitent des coûts de production (en capital, en travail, en intrants) plus abordables dans les pays d'accueil et d'économies d'échelle, rendus possibles grâce à une forte spécialisation de filiales- ateliers.

Pour ce type de stratégie, chaque filiale se spécialise dans un segment de la chaîne de production, soit dans l'assemblage, soit dans la fabrication des composants d'un produit fini, soit dans la distribution. La notion d'IDE verticaux a été introduite par HELPMAN en 1984 qui disait que lorsque les différentes étapes de production diffèrent selon leur intensité en facteurs de production, les différences internationales en dotations factorielles vont encourager les IDE verticaux. Généralement, la motivation de l'avantage comparatif pousse la firme à réaliser une ou plusieurs étapes de production en dehors du pays où le produit final ou le service est nécessairement vendu.

En effet, la production de la firme est destinée à l'exportation et non pas au marché d'implantation ou encore pour accéder à de nouveaux marchés. Le but de la firme est l'amélioration sans cesse de sa position compétitive dans son propre secteur d'activité par rapport aux entreprises concurrentes, tant dans le pays d'origine qu'à l'étranger. La compétitivité –prix, recherchée par les firmes multinationales concerne aussi

bien les secteurs traditionnels intensifs en travail (comme le textile et l'habillement, les chaussures et les jouets) que les secteurs de hautes technologies.

La stratégie de minimisation des coûts peut être qualifiée de verticale puisqu'elle diffère avec la stratégie horizontale, les flux d'investissements sont orientés dans le sens Nord-Sud exclusivement. Cette stratégie se fonde sur l'inégalité de développement et donne aux flux un aspect unilatéral et non plus croisé. De ce fait, les pays en développement (PED) ne réalisent pas d'IDE dans les économies émergentes comme la triade (ce qui n'exclut pas l'existence de placements financiers dans le sens Sud-Nord). Dans cette stratégie, les IDE sont déterminés par la différenciation des dotations factorielles. les investissements verticaux sont intersectoriels et non pas intra- branches comme les investissements horizontaux.

Le choix de la localisation des filiales consiste à faire coïncider leur fonction de production avec les dotations factorielles des pays d'accueil. La "chaîne de valeur" de la firme est donc segmentée) entre une série de "filiales- ateliers" qui utilisent le facteur de production le plus abondant dans le pays d'implantation pour produire pour le marché mondial et non pas pour le marché d'implantation. Bref, la stratégie verticale conduit à un processus d'intégration verticale entre les économies du Nord et celles du Sud qui permet une minimisation des coûts. Néanmoins, cette décomposition internationale du processus productif peut entraîner la perte d'autonomie et la déstructuration partielle des systèmes productifs nationaux. Et la flexibilité accrue de localisation des firmes multinationales à travers des délocalisations et des relocalisations de filiales peut créer des tensions socioéconomiques dans les pays qui les subissent.

4) La stratégie de partenariat

Face à la forte concurrence internationale, les firmes tentent de réduire leurs coûts fixes et leurs apports en capitaux par l'externalisation d'un certain nombre de fonctions qui auparavant étaient gérées directement par la maison mère. Il s'agit de faire une sous-traitance l'essentiel de la production avec des firmes compétentes en la matière. Elles s'organisent en « firmes – réseau » ou en partenariat ou s'allient avec d'autres firmes «réseaux de firmes » pour gagner des parts de marché.

Grâce aux Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) et aux techniques de production, flexibles, les firmes globales s'organisent sur une base régionale ou mondiale pour monopoliser les marchés en recherchant les localisations à forts

effets d'agglomération (présence de districts industriels). Les alliances stratégiques qui ont connu un essor considérable depuis les années 1980, permettent aux firmes multinationales de ne pas s'établir dans chaque pays dans lequel elles réalisent des investissements et donc de réduire leurs dépenses en capital et de se faire représenter par un ou plusieurs alliés. Elles sont surtout réalisées dans la Recherche et Développement (RD) où les firmes multinationales mettent en commun leur savoir et leur savoir-faire dans des activités de haute technologie. C'est ainsi que les firmes multinationales se partagent les coûts de plus en plus élevés de la RD, supportent ensemble les risques occasionnés ainsi que l'obsolescence rapide de nouveaux produits et se répartissent les innovations et les nouvelles découvertes scientifiques. Cependant, le coût d'accès aux nouvelles technologies sont élevés tant pour les firmes qui ne sont pas dans les alliances que pour les pays en développement, (barrière à l'entrée).

Après avoir vu ces éclaircissements sur le phénomène de la multinationalisation, se retrouvant à l'origine de l'investissement direct étranger, et qui met en évidence les motifs du choix de localisation des firmes, il se révèle inévitable, désormais, de cerner les fondements théoriques des effets probables de l'IDE sur l'économie du pays d'accueil. Ceci sera développé dans la section suivante.

Section 3) les supposés effets des IDE sur l'économie du pays d'accueil

Nous avons vu dans la section précédente les stratégies des FMN en ce qui concerne l'IDE. Dans cette troisième section, notre analyse se porte sur les effets des IDE sur l'économie du pays d'accueil.

L'objectif de chaque pays est de financer les activités pouvant relancer la croissance économique. Pour arriver à la croissance économique, un pays doit produire, commercialiser et exporter. Ainsi l'économie a besoin d'investissement. Le problème pour les PED comme Madagascar, c'est le financement des investissements qui fait défaut. L'épargne nationale est très faible et conduit à la réticence des banques et les institutions financières locales à prêter. Ce problème de manque d'investissement impose les pays à attirer les investisseurs étrangers. Cela pousse les gouvernements à créer des mesures d'incitations afin de rendre l'environnement interne favorable au développement des IDE.

Les investissements locaux existent mais ne sont pas suffisant pour exploiter les potentiels économiques. De plus ces entreprises locales n'arrivent pas à développer leurs

activités pour réduire le chômage. Nous supposons que les arrivées des IDE dans un pays donneront les effets les suivants :

1) Les effets des IDE sur la croissance économique :

L'afflux des capitaux étrangers dans les pays en développement entraîne un effet rapide sur l'environnement économique des affaires et l'importance des investissements. En effet, le pays manque de capital, chaque unité de capital investi entraîne alors une productivité très élevée. De ce fait, les FMN étrangers sont attirés par cette productivité élevée du capital et décident d'investir dans le pays en question. Le capital rapporte plus si l'on l'investit dans les PED par rapport à la situation dans les développés où la concurrence est féroce. Le flux des capitaux étrangers vers les pays d'accueils entraîne obligatoirement une création d'emploi. C'est bénéfique pour la population qui peut profiter de nouvelles sources de revenu.

Les entreprises d'IDE apportent de nouvelles technologies capables d'augmenter la productivité. La hausse de la productivité va influencer positivement à la hausse de la production qui est synonyme de croissance.

Les FMN créent aussi de la valeur ajoutée grâce aux transformations faites durant la production. Par contre, dans les exploitations minières, la majorité des FMN exporte les produits bruts à l'étranger et les transformations sont faites à l'étranger ; donc le pays d'accueil ne bénéficie pas de la valeur ajoutée créée.

2) Les effets des IDE sur la création d'emplois

L'arrivée des IDE dans les pays d'accueil occasionne automatiquement une création d'emploi. Mais les FMN exigent souvent des travailleurs qualifiés aptes à travailler avec les nouvelles technologies. Cela nécessite un niveau d'éducation assez élevé pour la population du pays d'accueil.

Les inconvénients pour les travailleurs sont nombreux tels : le rythme effréné du travail (application du modèle asiatique et indien par exemple), la hausse du volume horaire de travail (heure supplémentaire), le faible intérêt sur le bien-être et la santé des ouvriers, le faible salaire (salaire non proportionnelle par rapport au travail fourni), le salaire est faible par rapport à la norme internationale ou même par rapport au coût de la vie (inflation) ; une vulnérabilité des travailleurs s'instaure et les investisseurs peuvent contrôler les personnels par le licenciement puisque de nombreux jeunes sont en quête de travail.

3) Les effets des IDE sur la réduction de la pauvreté et sur le bien – être de la population locale :

La réduction de la pauvreté est un des objectifs de tous pays et même des organisations internationales. La pauvreté est phénomène dynamique qui évolue dans le temps. La réduction de la pauvreté par le biais des IDE peut se faire par la création d'emploi et la hausse du revenu de la population locale. La hausse du revenu permet aux ménages de résister aux différents chocs macroéconomiques occasionnés aux conjonctures économiques. L'IDE peut contribuer à la réduction de la pauvreté mais il n'est cependant pas question de résoudre tous les problèmes de la pauvreté par le simple moyen des IDE ; en effet, le problème (le phénomène de pauvreté) de pauvreté est trop complexe. De plus, les emplois créés grâce aux IDE sont encore assez faibles et accusent des salaires vraiment très bas (pour le cas des pays pauvres comme Madagascar). De ce fait, les IDE n'arrivent pas à éliminer les chômage accrus, et ne procurent pas une hausse des pouvoirs d'achats des ménages. En bref, la réduction de la pauvreté par le biais des IDE est encore difficile et insuffisant.

3) Les effets des IDE sur la recette fiscale (sur les finances publiques) :

Souvent, pour attirer les IDE, l'Etat est obligé d'alléger les taxes à percevoir à ces entreprises pour les inciter à investir dans le pays. Cette approche entraîne un effet négatif pour le trésor public puisque les recettes de l'Etat vont baisser.

4) Les effets des IDE sur l'environnement écologique :

Les investissements étrangers dans les pays en développement manquent de vigilance à l'égard de la protection de l'environnement, en effet, par la faute d'une faible capacité technologique de l'entreprise elle-même mais aussi du pays d'accueil, l'environnement subit une lourde perte. De plus, les investisseurs étrangers ne cherchent qu'à rentabiliser leurs capitaux et ne posent pas de question quant aux impacts écologiques occasionnés. Les impacts environnementaux sont considérables surtout pour les investissements miniers. On enregistre une importante perte en termes de biodiversité (extinction d'espèces de végétaux et d'animaux), rasage de la forêt, impact direct sur la vie de la population locale (exemple : si la population locale vivait de la pêche pour se nourrir, et qu'après l'arrivée des IDE, le lac ou la rivière est pollué alors il n'y a plus de poissons à pêcher. La population s'appauvrit davantage.)

CHAPITRE 2 : REVUE DE LA LITTERATURE CONCERNANT LES DETERMINANTS ET LES IMPACTS DES IDE

Dans ce deuxième chapitre, nous allons aborder les théories sur les déterminants et les impacts des IDE. Grace aux théories économiques, nous pouvons comprendre les raisons qui poussent le développement des IDE au niveau mondial ainsi que les facteurs déterminant l'implantation des Firmes Multinationales (FMN). Nous allons voir dans la première section, les théories économiques qui expliquent le développement des IDE puis la seconde section concerne la théorie économique sur les effets des IDE.

SECTION 1) les déterminants théoriques des IDE

Dans cette section nous analyserons les déterminants des IDE, c'est-à-dire les facteurs qui poussent l'investisseur étranger à investir dans le pays. Cette section essaye de montrer les raisons qui poussent les FMN³ d'étendre leurs activités au niveau mondial.

1) La théorie du cycle de vie des produits :

Cette théorie est proposée par VERNON (en 1966⁴ et en 1979⁵) pour expliquer le développement du commerce international et de l'IDE après la seconde guerre mondiale. Selon Vernon, les innovations sont à l'origine du cycle de vie d'un produit. Elles se produisent dans des pays à stock de capital physique et humain élevé. Le coût élevé de l'innovation est amorti car des nouveaux biens peuvent s'écouler sur un marché suffisamment grand et solvable. Une fois maîtrisé le marché domestique, le produit est exporté. Au fur et à mesure que l'innovation est connue, la concurrence se durcit et le coût des facteurs de production redevient prédominant. La production est alors transférée vers des pays à bas salaires. Selon cette théorie du cycle de produit, la conception et la fabrication d'un produit passent par trois phases : d'abord, une phase d'innovation et de diffusion sur le marché intérieur ; puis une phase de maturité et d'exportation dans les pays similaires ; enfin, une phase de standardisation avec perte de l'exclusivité et fabrication dans les pays à faible coût de production. L'entreprise profite alors de l'avantage de procédé de fabrication déjà largement amortis. C'est à ce stade que l'investissement direct se substitue à l'exportation. Cette théorie explique aussi le moyen pour limiter l'obsolescence des produits. Cela tourne à l'avantage des Pays développés en gardant une longueur d'avance en matière

³ FMN : Firme Multinationale

⁴ VERNON R. (1966): « International investment and international trade in the product cycle », Quarterly Journal of Economics, 80, 1966.

⁵ VERNON R. (1979) « The product cycle hypothesis model of international trade : US exports of consumer durables », Oxford Bulletin of Economics and Statistics, Vol 41, n°4, novembre 1979, pp. 255 – 258.

de technologie de production par rapport aux pays en développement. Les consommateurs des pays développés bénéficient de nouveaux produits sophistiqués tandis que les consommateurs des pays pauvres se contentent des produits obsolètes exportés par les firmes étrangères.

En fait, si la thèse du cycle explique dans ses grandes lignes les stratégies des investisseurs dans les pays étrangers, pour le cas de l'Afrique subsaharienne, au cours des années 70, et même encore aujourd'hui, l'exploitation des ressources naturelles locales a constitué le principal motif. La recherche de nouveaux débouchés et la pénétration des marchés locaux protégés, ou la délocalisation pour minimiser les coûts ne jouent que faiblement. La taille des marchés africains est en effet relativement limitée, compte tenu de sa faible densité ou de la faiblesse du pouvoir d'achat de la population. Les éventuels avantages liés aux coûts ne suffisent pas face aux facteurs négatifs résultant du niveau limité de développement des pays.

2) La théorie des coûts

Les firmes étrangères pour réduire ses coûts de production, est obligé de chercher des facteurs de production abondants et à faibles prix (salaire = prix du travail). Ainsi, les firmes n'hésitent pas de s'implanter dans les pays où le prix du travail est faible. Ainsi la firme peut gagner en rentabilité mais aussi en productivité. En outre, les firmes étrangères s'implantent aussi dans d'autres pays pour être auprès des clients potentiels qui ont du pouvoir d'achat. Cela permet à la firme de réduire les coûts d'exportation puisque le produit est fabriqué localement mais avec la même qualité société d'origine. De ce fait, les FMN dans le but de tirer le maximum de profit, cherchent par tous les moyens de réduire les coûts de production, de distribution et de commercialisation.

Nous avons vu dans cette première section les facteurs déterminant les IDE. La section suivante va étudier les théories économiques sur les impacts des IDE.

SECTION 2) les théories économiques sur les impacts des IDE

Dans cette section nous allons nous appuyer sur les analyses des auteurs sur les impacts des IDE dans l'économie du pays d'accueil. En effet, nombreux sont les approches concernant les effets des IDE dans l'économie du pays hôte. Certains auteurs confirment l'effet significatif et positif de l'IDE sur la croissance économique. Pour approfondir notre analyse allons voir la relation entre l'IDE et la croissance économique.

1) Relation entre IDE et croissance

L'IDE influence la croissance en améliorant la productivité totale des facteurs et, plus généralement, l'efficience de l'utilisation des ressources dans l'économie bénéficiaire. Trois mécanismes interviennent à cet égard : les liens entre les flux d'IDE et le commerce extérieur, les retombées et autres externalités dont bénéficient les entreprises du pays d'accueil, et l'incidence directe sur les facteurs structurels de l'économie du pays d'accueil.

De par l'exemple des pays asiatiques, l'IDE peut donner un impact positif sur la croissance économique. Dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud – Est, les retombées positives de l'arrivée massive d'IDE sont confirmées. Son impact est évident sur la hausse du niveau des investissements et la dynamisation du tissu industriel. Ces flux d'IDE ont permis dans ces pays des taux de croissance à deux chiffres, et un transfert de technologie⁶.

Le rendement des investissements est plus important dans les PED où la main d'œuvre est abondante et le salaire faible.

2) Approche de certains auteurs quant aux effets des IDE dans les pays d'accueil

Selon les approches de BRENSTEIN, GREGORIO et LEE (1994)⁷, l'IDE a un impact sur la croissance. D'après leurs études, les IDE ont d'importants effets comparés à celui des investissements domestiques. Les IDE n'exercent pas d'effet d'éviction sur les initiatives locales, mais au contraire, il y a un effet de complémentarité. Le rôle des IDE sur le transfert de technologie est également souligné. Cette transmission ne peut cependant s'opérer que s'il existe une main d'œuvre qualifiée capable d'absorber ce transfert de technologie.

Les investissements directs vont de plus en plus vers les secteurs tournés vers l'extérieur, et ne s'intéressent plus uniquement au marché local des pays destinataires. Avec ce déplacement, il peut jouer un rôle majeur dans la relance des exportations manufacturières des PED. Les conséquences positives des flux de capitaux étrangers sont ainsi manifestes en termes d'apport en devises, et de création de réseau facilitant la recherche de nouveaux débouchés.

En analysant l'influence des IDE sur le développement économique de la Chine post – 1978, CHEN, CHANG, et ZHANG, (1995)⁸ mettent en exergue son impact sur la croissance du PIB, en particulier dans la partie du sud de la Chine où les investissements ont été

⁶ RAZAFINDROKOTO Mireille, les déterminants des Investissements Directs Etrangers à Madagascar. Quelle leçon peut – t – on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ? octobre 1995

⁷ BRENSTEIN E., GREGORIO J. et LEE, J. W. (1994) « How does foreign direct investment affect economic growth », IMF Working Paper, sept 1994

⁸ CHEN. C. CHANG. L. et ZHANG Y. (1995) : « The role of foreign direct investment in china's post 1978 economic development », World development, Vol 23, n°4.

particulièrement nombreux. Cette croissance résulte notamment de la hausse des exportations et du transfert de technologie que ces derniers ont engendré. La concurrence qu'ils créent incite parallèlement les entreprises manufacturières locales à rechercher une plus grande compétitivité.

3) Les possibles effets négatifs des IDE dans les pays d'accueil :

Malgré les effets positifs potentiels des IDE pour le pays d'accueil, l'IDE peut aussi provoquer des effets négatifs. Tel est le cas de la Chine qui a vu une hausse des inégalités en particulier entre les provinces côtières et l'intérieur du pays, des inégalités qui peuvent être source d'instabilité politique.

PAN – LONG TSAI (1995)⁹ remarque cependant à partir d'une analyse transversale sur les PED que les corrélations trouvées dans les études antérieures entre le stock d'IDE et l'inégalité (mesurée par le coefficient de Gini) découlent plutôt de différences géographiques en matière d'inégalité. Ce résultat n'est plus évident quand on introduit une variable indicatrice (dummy) en fonction des régions¹⁰. La croissance des inégalités pourrait découler surtout durant laquelle les inégalités s'amplifient, avant de baisser avec le développement de l'économie.

Une forte dépendance vis – à – vis des IDE peut aussi être à l'origine d'une spécialisation néfaste à long terme. Les exemples des pays d'Afrique pour lesquels les exportations traditionnelles ont été favorisées, au détriment des autres secteurs de l'économie. Avec la baisse des prix et la diminution de la demande des produits primaires, ces pays semblent se trouver aujourd'hui dans une impasse.

Un troisième type de risque est évoqué par JANSEN¹¹ (1995). Malgré l'impact favorable sur les exportations, pour certains pays, les IDE exercent paradoxalement des effets négatifs sur la balance des paiements. L'auteur a étudié le cas de la Thaïlande (1986) et conclue que si la hausse des IDE a eu des effets positifs sur la croissance, et les exportations, les investissements induits (dans les infrastructures), ainsi que les dépenses publiques qui s'en suivent (pour redresser les effets négatifs sur la distribution des revenus), sont fort contenu en importation. D'où une hausse du déficit de la balance courante, et le

⁹ PAN – LONG TSAI (1995) : « Foreign direct investment an income inequality : future evidence » World Development, Vol. 23, n°3

¹⁰ RAZAFINDROKOTO Mireille, les déterminants des Investissements Directs Etrangers à Madagascar. Quelle leçon peut – t – on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ? octobre 1995.

¹¹ RAZAFINDRAKOTO Mireille, « les déterminants des IDE à Madagascar, quelles leçon peut – on tirer de l'expérience asiatique et mauricienne ? » octobre 1995.

recours à l'endettement extérieur. Cet effet est d'autant plus problématique que les IDE sont considérés comme le moyen idéal pour amener des capitaux, en évitant l'endettement du pays.

CHAPITRE 3 : APERÇU GLOBAL DE L'EVOLUTION DES IDE DANS LES PED ET A MADAGASCAR

Section 1 : Tendance et évolution des IDE dans le monde et en particulier en Afrique

1) L'évolution des flux d'IDE dans le monde

Au niveau mondial, l'IDE a connu une croissance sans précédent. Depuis le milieu des années 1980, la croissance des flux d'IDE dans le monde n'a jamais cessé de croître. La tendance qui se dégage est celle d'une internationalisation croissante de la production. Par contre au début de la décennie 1990 et de l'année 2001, les flux d'IDE ont diminué, cela est due au ralentissement de l'activité économique au niveau mondial. Ainsi, les flux d'IDE sont en effet sensibles au cycle conjoncturel à la fois du pays investisseur et du pays d'accueil.

La CNUCED fait état de flux d'IDE dans le monde de l'ordre de 55 milliards de dollars en 1980, 240 milliards en 1990, puis 347 milliards¹² en 1996. En l'an 2000, les flux d'ID dans le monde ont atteint le montant record de 1 200 milliards¹³ de dollars, après 1 000 milliards en 1999. Au total, en vingt ans, les flux d'IDE dans le monde ont ainsi été multipliés par plus de 20. Cependant, « l'investissement international n'est pas un phénomène récent, apparu au cours des années 1980. L'investissement international est un phénomène économique significatif dès le début du siècle » (Tersen et Bricout, 1996)¹⁴. Le milieu des années 1980 se démarque toutefois par l'intensification du phénomène d'investissement international, par une croissance très soutenue des flux d'IDE (en moyenne de 30 % par an) tandis que la croissance du revenu mondial a été bien moindre. Par conséquent, le ratio des stocks d'IDE au PIB mondial est passé de 6,5 % en 1985 à 10 % en 1995, pour atteindre 17 % en 2000. Aussi peut-on parler d'une production internationale, c'est-à-dire d'une « production de biens et services dans des pays dont les entreprises sont contrôlées et gérées par des maisons-mères se trouvant dans d'autres pays » (CNUCED a, 1999).

2) Les caractéristiques des flux d'IDE dans le monde

Les IDE ont cependant pour caractéristique d'être inégalement répartis entre les pays, à la fois en termes absolus et relatifs (c'est à dire en proportion du PIB).

¹² CNUCED, « rapport sur l'investissement dans le monde » 2014.

¹³ Ibid

¹⁴ TERSEN D. et J.L. BRICOUT, 1996 : L'investissement international, Armand Colin, Paris.

Tout d'abord, en termes absolus, les IDE sont avant tout le fait des pays développés. D'une part, sur la période 1996-2000, les pays développés ont été à l'origine de 90 %¹⁵ des flux sortants d'IDE, d'autre part, ils ont reçu 70 % des flux (entrants) d'IDE. Plus spécifiquement, les États-Unis ont été les premiers investisseurs à l'étranger avec une part dans les flux d'IDE sortants de 17,4 % (en moyenne annuelle sur les cinq dernières années), suivis de près par le Royaume-Uni (16,2 %). Les pays de l'Union européenne (UE) ont été à l'origine de presque 60 % des flux sortants. De plus, sur la même période, les États-Unis ont reçu une partie importante des flux d'IDE, comptant pour 23,8 % dans les flux d'IDE entrants, suivis à nouveau par le Royaume-Uni (8,3 %)¹⁶, les pays de l'UE attirant 37 % des flux. Finalement, si l'on compare l'évolution temporelle des flux entre 1985-1995 et 1996-2000, les IDE apparaissent de plus en plus comme le fait de deux grands zones (les États-Unis et l'Union européenne). Les flux d'IDE entre les États-Unis et l'Union européenne sont particulièrement intenses. Sur la période 1996-2000, les États-Unis ont réalisé presque 50 % de leur IDE dans les pays de l'UE¹⁷. Le Royaume-Uni a d'ailleurs constitué le premier pays d'accueil des ID américains à l'étranger (il a reçu 22 % des flux américains sur la période 1996-2000), suivi des Pays-Bas (10,2 %) et du Canada (9,8 %). Sur la même période, les pays de l'UE ont réalisé presque 55 % de leur IDE extra-UE aux États-Unis, le Royaume-Uni expliquant à nouveau une large part des flux¹⁸. Toutefois, les IDE des pays de l'UE se caractérisent avant tout par la prédominance des flux intra-UE. Ainsi, en 1999 et 2000, plus de 80 % des flux entrants dans les pays de l'UE provenaient d'autres pays de l'UE. L'approfondissement du processus d'intégration en Europe notamment l'introduction de l'euro explique l'importance des flux croisés d'IDE entre les pays de l'UE.

Selon la base de données de la CNUCED, les flux mondiaux d'IDE n'ont commencé à prendre de l'ampleur considérablement qu'à la fin des années 1980. En effet, en étant 13,4 milliards d'USD en 1970, ils se sont élevés à 57,9 milliards en 1985, à 201,6 milliards en 1990, et ils ont atteint 342,6 milliards en 1995 grâce à la libéralisation financière progressive qui s'est opérée au cours de ces dernières décennies et surtout aux grandes opérations de fusions- acquisitions dans les secteurs de l'information et de la communication. En fait, ces flux ont enregistré un pic avec un montant de 1 411, 3 milliards d'USD en 2000, soit une progression de 600% par rapport au niveau des flux de 1990.

¹⁵ CNUCED, " rapport sur l'investissement dans le Monde", 2014.

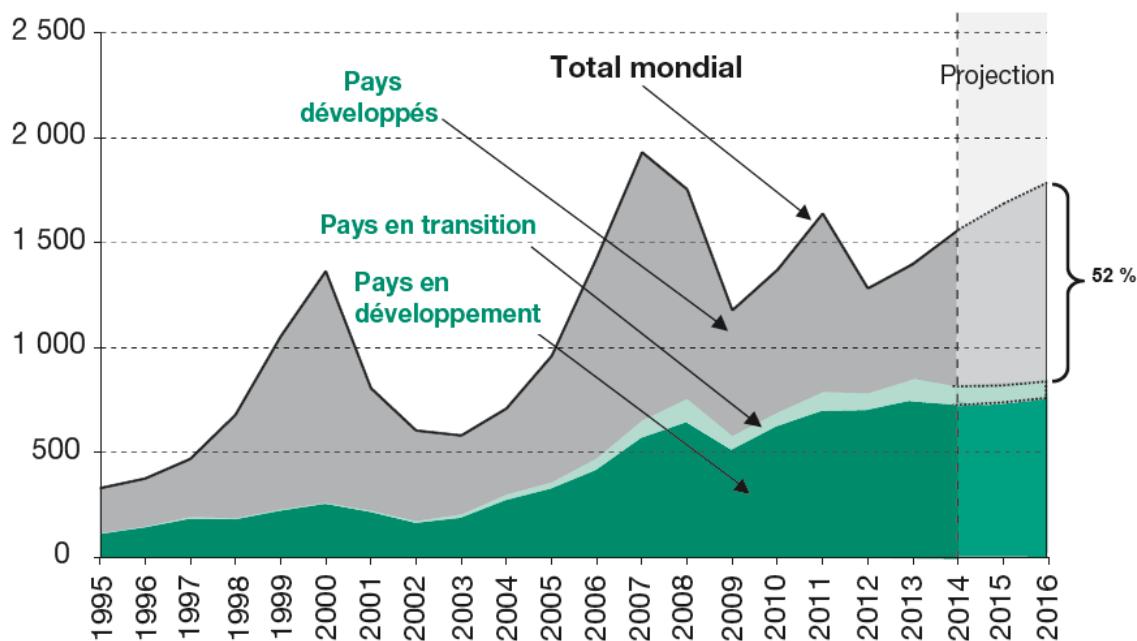
¹⁶ Ibid

¹⁷ Source: BEA (Bureau of Economic Analysis).

¹⁸ Source : EUROSTAT. Pour l'année 2000, les données de flux sont provisoires. Notons que les statistiques du BEA et d'EUROSTAT ne sont pas directement comparables : les statistiques fournies par EUROSTAT n'incorporent pas les bénéfices réinvestis.

Puis à cause de la crise boursière et financière suite à l'éclatement de « la bulle Internet », du début des années 2000, les flux entrants d'IDE ont nettement diminué entre 2001 et 2003, en se rétractant à 564 milliards de dollars en 2003.

Figure 1 : entrée d'IDE à l'échelle mondiale et par catégorie de pays, 1995 à 2013 et projection pour 2016 (en milliard de dollar)



Source : CNUCED, rapport sur l'investissement dans le monde 2014

A partir de cette figure, on remarque que la tendance globale sur les dernières décennies montre une augmentation spectaculaire des investissements mondiaux dans l'économie mondiale qui est explicable par la libéralisation ambiante, ainsi que par une croissance économique mondiale ralentie. Dans les économies industrialisées, il faut considérer plus particulièrement le marché unique européen. Dans les pays en voie de développement, il y a eu une libéralisation plus poussée du commerce et des finances.

Au regard de ces données, on peut dire que les flux d'IDE sont concentrés géographiquement et, en l'occurrence, cantonnés principalement aux pays développés que sont les États-Unis et les pays de l'UE. Seule la Chine fait figure d'exception : au cours des années 1996-2000, elle a reçu une part importante des flux d'IDE (6,6 % en moyenne annuelle), soit un peu moins que le montant reçu par le Royaume-Uni, mais bien plus que celui reçu par tous les autres pays, y compris développés.

L'évolution de l'investissement direct étranger (IDE) mondial suscite à nouveau un optimisme mesuré. Après une baisse en 2012, l'IDE mondial est reparti à la hausse en 2013, les entrées augmentant de 9 % pour atteindre 1 450 milliards de dollars. Selon les

prévisions de la CNUCED, les flux mondiaux d'IDE pourraient s'élever à 1 600 milliards de dollars en 2014, 1 700 milliards de dollars en 2015 et 1 800 milliards de dollars en 2016, avec des progressions relativement plus marquées dans les pays développés. Toutefois, la fragilité de certains marchés émergents et les risques que font peser des politiques incertaines et des situations régionales instables pourraient encore remettre en cause cette remontée attendue des investissements.

Section 2 : le climat des affaires et les facteurs d'attractivité des IDE en Afrique

Dans cette section, nous allons voir les évolutions des IDE pour le continent africain. Nous constatons que les flux d'IDE entrant en Afrique ne cessent de croître malgré la crise économique et financière mondiale. La majorité des pays africains sont entrés tardivement dans les politiques d'attraction des IDE par rapport aux autres pays asiatiques. Les points communs pour les pays africains concernant les IDE semblent être la problématique du financement de leur développement sans recourir à l'endettement. En effet, ces pays ont une faible épargne nationale. De ce fait, l'investissement interne est quasiment faible pour compenser la demande d'emploi et résorber le chômage. Ainsi, la majorité des PED ont eu recours à des stratégies d'attraction des investisseurs étrangers.

Beaucoup de ces PED sont devenus des terres d'accueil des Investissements Directs Etrangers (IDE). Cependant, les résultats attendus ne sont pas souvent atteints. Les pays d'accueil deviennent dépendant des capitaux étrangers et ils n'en tirent pas d'avantages par rapport aux pays riches ou aux firmes multinationales étrangers qui en profitent. La hausse de l'inégalité est aussi caractéristique de l'effet des entrées de capitaux étranger sur l'économie du pays d'accueil.

En 2000, l'ensemble du continent africain (à l'exception de l'Afrique du Sud) a enregistré des entrées d'IDE estimées aux alentours de 8,2 milliards de dollars. A titre de comparaison, ceci équivaut au montant des entrées d'IDE en Finlande cette même année, et représente seulement 0,6 % des flux mondiaux totaux d'IDE. Plusieurs études récentes ont cherché à expliquer cette apparente impuissance manifeste des pays africains à attirer des investisseurs étrangers.

1) Les facteurs attirant les IDE en Afrique

Les principaux facteurs de flux d'IDE en Afrique est l'existence des ressources naturelles. Ces ressources naturelles sont très convoitées par les industries des pays développés pour servir de matières premières nécessaires à la fabrication de différents

produits. En outre, les FMN cherchent aussi à s'intégrer au marché local. Une autre stratégie des FMN en Afrique est de décrocher le marché local. En effet, le revenu national par habitant élevé dans certains pays africains (exemple : Afrique du Sud) indique une demande solvable potentiel sur le marché local.

Un autre facteur attirant les investisseurs étrangers en Afrique est l'abondance des mains d'œuvre puisque la population africaine est composée en grande partie de jeunes. L'abondance des mains d'œuvre et la faiblesse des salaires attirent les IDE en Afrique.

2) Les stratégies des firmes en Afrique

Les firmes multinationales (FMN) utilisent la stratégie d'accès aux ressources. En effet, le continent africain regorge de nombreuses ressources naturelles notamment minières. Au niveau du secteur minier, les FMN s'implantent dans les pays et exploitent les minerais utiles dans la production industrielle. Cette stratégie date depuis l'époque de la colonisation où les Etats colonisateurs prennent les ressources du pays colonisé et l'exportent à l'extérieur pour en tirer du profit.

Section 3 : les obstacles du développement des IDE en Afrique

Les obstacles au développement des IDE en Afrique sont liés à l'environnement des affaires dans ces pays. Malgré l'enthousiasme des investisseurs étrangers, le climat des affaires y est instable et les infrastructures de bases sont en mauvais états voire inexistantes.

La faiblesse des IDE dans la plupart des pays d'Afrique s'explique très probablement par les mêmes facteurs qui ont été responsables de faiblesse générale de l'investissement privé rapporté au PIB dans l'ensemble du continent. Selon certaines études, la raison en serait que si les rendements bruts des investissements peuvent être très élevés en Afrique, le poids de la fiscalité et le risque significatif de pertes de capital neutralisent très largement cet avantage. S'agissant des facteurs de risque, les analystes se sont accordés à reconnaître qu'il en existe trois raisons particulièrement pertinents : l'instabilité macroéconomique, la perte d'actifs due au non-respect des contrats, et les destructions physiques résultant de conflits armés.

1) L'instabilité politique :

La majorité des pays de l'Afrique souffre de l'instabilité politique. Des coups d'Etat se présentent et perturbent l'environnement des affaires. Les crises politiques sont récurrentes

en Afrique et peuvent même conduire à des guerres civiles et des conflits armés. Cette situation d'instabilité décourage les investisseurs étrangers à investir en Afrique.

2) Le mauvais état des infrastructures de base

Les pays africains en majorité sous-développés possèdent des infrastructures en très mauvais état. Le mauvais état des routes, le problème de l'électricité, l'insécurité sont autant de facteurs qui influencent négativement les investisseurs locaux à investir en Afrique.

3) La fiscalité sévère

Malgré la stratégie d'attraction des IDE, certains pays africains sont loin de réduire les taxes et les impôts sur les IDE. En effet, à cause de la faiblesse du budget de l'Etat à compenser les dépenses publiques, le gouvernement est obligé d'augmenter les recettes fiscales. Les recettes fiscales permettent aux Etats africains de combler les dépenses publiques et d'éviter de recourir à l'endettement.

Section 4 : Le début de Madagascar en matière d'IDE

Madagascar réunit un certain nombre d'atouts en matière d'attraction des IDE tels que la présence d'une main d'œuvre peu coûteuse, abondante et qualifiée, l'existence de ressources naturelles exploitables. Madagascar est un pays qui présente une caractéristique favorable en matière d'investissement.

La grande île possède de mains d'œuvres nombreuses et bon marché, de ressources naturelles abondantes, de 5000 km de côtes ; d'une superficie large de 592000 km², des ressources marines.

Mais ces facteurs ne suffisent pas à eux seuls pour enclencher une véritable expansion des IDE. Le pays n'arrive pas à atteindre une croissance économique conséquente pour endiguer la pauvreté et relancer le développement. La population malgache souffre du chômage, de faibles revenus et de la précarité. Avant de voir les impacts des entrées des IDE pour le pays, nous allons tout d'abord voir les débuts de Madagascar en ce qui concerne les IDE.

1) La situation économique de Madagascar :

Madagascar est une grande île dans l'océan indien, elle se sépare de l'Afrique par le canal de Mozambique. Le pays a une superficie de 592 000 km² et possède 5000 km de côtes. Selon les experts, le pays possède de ressources naturelles qui présentent une grande

potentialité en matière de développement. L'île a été colonisée par la France en 1896, depuis cette date, la situation économique du pays est sous le contrôle de la France. Des infrastructures et des voies de communication ont été construites comme le chemin de fer en vue d'exporter les produits locaux à l'étranger. En 1960, Madagascar a obtenu son indépendance.

La situation économique actuelle de Madagascar est caractérisée par la pauvreté, la faiblesse de l'épargne nationale. Cette faiblesse de l'épargne nationale influe négativement sur l'investissement.

2) Historique des politiques économiques et industrielles à Madagascar

Tout comme la majorité des pays africains, Madagascar a acquis son indépendance en 1960. Après l'acquisition de son indépendance, les dirigeants se trouvent confronté à une difficulté à prendre en main la gouvernance du pays à cause notamment du manque d'expérience. La période de 1960 à 1972 a été dénommée période néocoloniale puisque les colons français entraient encore dans les affaires de Madagascar.

En 1972, une grève étudiante se transforme en grèves générales conduisant à la chute du régime en place. C'est la première crise politique dans le pays. En effet, cette crise a conduit à des modifications dans la politique économique du pays.

En 1975, Madagascar opte pour le socialisme, tout devient affaire de l'Etat. Des sociétés d'Etat ont été créées ; l'investissement public a pris une grande part dans l'économie Malgache. Le gouvernement révolutionnaire engage une politique d'étatisation de l'économie et se rapproche du bloc communiste, rompant avec la position modérée que le pays avait toujours adoptée dans les instances internationales.

La fin de la décennie est marquée par de graves difficultés économiques qui relancent la contestation ; le gouvernement réagit par des arrestations et décrète à plusieurs reprises l'état d'urgence, prétextant des complots (1977, 1980, 1982). Des manifestations se sont produits en 1991 qui a fait changer le régime en place. Le programme économique socialiste entrepris en 1975 a été abandonné en 1990 et a laissé la place à une politique de privatisation et de libéralisation menée sous la conduite du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. A cause de l'endettement du pays, le programme d'ajustement structurel (PAS) a été adopté. Cette politique vise à réduire les dépenses de l'Etat au strict minimum. Cela induit à promouvoir l'investissement privé dans la production des biens et services et de ce fait de la création d'emploi. Des politiques d'incitations fiscales ont été mises en place, avec notamment l'instauration des zones franches.

Les grandes orientations des politiques économiques concernant le PAS sont tournées autour de l'ouverture vers l'extérieur, la libéralisation de l'économie, la stabilité macroéconomique, la rationalisation des dépenses publiques productives.

Les mesures prises à Madagascar dans le cadre des PAS depuis 1985 visent à encourager le développement du secteur privé citons entre autre :

- Les réformes des finances publiques et en particulier l'amélioration des recettes douanières d'où par exemple l'élaboration par l'administration des douanes en collaboration avec la BM (Banque Mondiale) d'un projet international d'appel d'offre relatif à la mise d'un système de sécurisation des recettes douanières à Madagascar. S'agissant de l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques sur la base du programme de dépense et de rationalisation budgétaire, notons en particulier la réforme budgétaire qui vise à améliorer le processus d'élaboration du budget axé sur la mise en place des programmes de dépenses publiques ou PDP comprenant les dépenses courantes et les dépenses en capital avec le **PIP** (Programme d'Investissement Public). Un nouveau cadre réglementaire et institutionnel a accompagné ces instruments de contrôle de gestion publique introduit dans les années 90.
- L'assainissement et la rationalisation du secteur des entreprises publiques d'où la mise en œuvre du programme de réforme (liquidation, désengagement, restructuration)
- La réforme bancaire amorcée en 1988 et parallèlement à la restructuration du secteur des entreprises publiques : en effet à la fin des années 90, une nouvelle loi bancaire autorise la création des banques commerciales et d'autres institutions financières désormais ouvertes aux capitaux privés. C'est ainsi qu'une banque d'Etat, la Banque Nationale pour l'Industrie (BNI) a été privatisée. Par ailleurs, deux nouvelles banques privées se sont installées : la Banque Malgache de l'Océan Indien (ou BMOI) en 1990 et une banque commerciale dénommée Union Commercial Bank (UCB) a reçu son agrément pour exercer à Madagascar en 1991. L'assainissement d'autres banques s'est poursuivie (la BFV, l'ex – BTM (BOA actuellement))
- La libéralisation du commerce extérieur

La libéralisation des prix et des circuits de commercialisation n'avaient pas eu d'effet significatif sans l'accès aux devises qui étaient auparavant strictement réglementés. Une 1^{ère} réforme fin 1986 a assoupli cet accès aux devises par l'instauration du régime d'importation libéralisée ou RLI. La mise en place du système d'importation libéralisé ou SILI en juillet 1988 a mis définitivement fin à toutes interventions de l'Etat en matière d'allocation de devises, en laissant la place aux banques commerciales.

La libéralisation complète de l'accès aux devises a été officialisée par la mise en place du **MID (Marché Interbancaire de Devise)** en mai 1994. C'est en septembre 1996 par l'adhésion de Madagascar à l'article 8 du FMI qui signifie l'arrêt de toutes restrictions sur les transferts courants (biens et services) que l'on peut parler de libéralisation de régime des changes à Madagascar.

En complément de ces mesures visant à créer des conditions favorables aux investissements, et à la croissance du secteur privé, il convient de mentionner la 1^{ère} révision du code des investissements en 1985, la promulgation d'un nouveau code des investissements en 1988, apportant plus d'incitation aux PME tout en allégeant les procédures d'agrément et en 1996 le code des investissements a été supprimé et une partie des avantages a été incorporé dans le code fiscal.

Enfin, il est à inclure dans ces mesures l'accès des étrangers à la propriété foncière en août 1996.

Ce changement de stratégie ne permet pas de véritable redressement de l'économie alors que le pays est fragilisé par des troubles sociaux et politiques et par une corruption endémique. La longue crise survenue à la suite de l'élection présidentielle de 2001 entraîne notamment une récession de l'activité industrielle atteignant 90% dans certains secteurs. Une autre crise politique s'est produite en 2002 dans le pays.

A la sortie de la crise, une politique de réforme et de relance économique volontariste a été mise en œuvre et soutenue par les institutions financières internationales. Le pays renoue avec une croissance soutenue dès 2004. De grands chantiers publics sont lancés, en particulier dans la lutte contre la corruption, l'amélioration du réseau routier, de l'éducation et de la santé de base. En 2004, 72 % de la population malgache vivait encore sous le seuil de pauvreté.

La production minière (chromite, mica, graphite, sel et pierres précieuses) demeure marginale. Le secteur industriel, qui occupe 6,7 % de la population active (2002), contribue pour 15,3 % au PIB. Il est dominé par les industries alimentaires (conserves de viande, brasseries et raffinage de sucre). Le raffinage du pétrole et l'assemblage des véhicules automobiles se développent ainsi que la confection, branche favorisée par la création de zones franches en 1990. Depuis 1997, les capitaux étrangers investissent dans la prospection pétrolière et ont acquis des droits d'exploitation des gisements de cobalt et de nickel.

En 2003, Madagascar produisait annuellement 825,4 millions de kilowatts-heure. 66,08 % de l'électricité est d'origine hydroélectrique grâce aux nombreuses rivières que compte le pays.

En 2009, le pays fait face à une nouvelle crise politique qui a porté atteinte aux investissements.

Bref, d'après l'histoire de Madagascar, le pays est souvent victime d'instabilité et de crises politiques qui portent souvent atteinte à l'environnement des affaires.

Suivant l'exemple de l'Ile Maurice, Madagascar s'est lancé à la fin des années 80 dans une stratégie d'incitation des IDE. Cette option devrait permettre de résoudre les difficultés liées à la faible disponibilité des devises. L'afflux de capitaux extérieurs d'une part, la hausse induite des recettes d'exportations d'autre part, constituent des sources potentielles de ressources.

3) Les mesures d'incitations fiscales et juridiques :

L'élaboration du code des investissements et la mise en place des zones franches ont permis d'instaurer deux types de régimes d'exception pouvant favoriser les investissements privés. L'agrément au code des investissements est plus largement ouvert à toute forme d'entreprise. Il concerne les créations ou les extensions d'activité. Mais les incitations fiscales sont plus limitées.

Bien qu'un certain nombre de capitaux étrangers se soient investis en dehors de la zone franche, l'instauration de ce régime de zone franche constitue une des principales mesures visant à attirer les investisseurs. Le régime de zone franche a été instauré à partir de 1989. Quatre types d'entreprises peuvent être agréés à ce régime :

- Les entreprises de promotion – exploitation (EPE) chargées des travaux d'aménagements et de construction, de la gestion et de la promotion des zones franches industrielles ;
- Les entreprises industrielles de transformation ;
- Les entreprises de service
- Les entreprises de production intensive de base ;

Les entreprises industrielles de transformation et de production intensive de base doivent destiner la totalité de leur production à l'exportation. Il en est de même pour les entreprises de service.

4) Les atouts de Madagascar

Le premier facteur incitatif pour des investissements étrangers à Madagascar est le « *coût de la main d'œuvre* ».

Tableau 1 : les principaux atouts de Madagascar

Rubriques (en %)	1^{er} Atout		2^{ème} Atout		3^{ème} Atout		Ensemble	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Coût de la main d'œuvre	65	69	10	11	5	8	29	32
Caractéristique du marché	10	6	27	27	18	13	18	15
Fiscalité	3	2	4	5	10	13	5	6
Accès au financement	2	2	5	4	8	5	4	4
Droit des affaires	0	4	6	4	8	9	5	6
Infrastructure de transport	1	2	2	3	5	3	2	2
Infrastructure de télécommunication	11	6	26	23	14	19	17	15
Stabilité politique	1	1	1	0	1	0	1	0
Coûts des matières premières	4	2	10	14	17	14	10	10
Disponibilités des fournisseurs locaux	4	5	8	10	17	14	9	9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : BCM/INSTAT, « étude sur les IDE à Madagascar, 2013.

Section 5 : analyse de l'évolution des flux et des stocks des IDE à Madagascar :

Le démarrage des deux grands projets miniers que sont l'exploitation de l'ilménite à Taolagnaro, et des cobalts et nickel à Ambatovy¹⁹ dans l'Est du pays a fait passer à plus de 10 % du PIB les flux d'IDE depuis 2007. Par contre, la crise politique vécue depuis le début de l'année 2009 a freiné la croissance économique. Après une tendance à la baisse en 2009 et 2010, les IDE retrouvent en 2011 le chemin de la croissance.

L'investissement étranger direct à Madagascar a atteint en 2011 le montant de 907 M\$, soit une hausse de 5,5% par rapport à l'année précédente.

Tableau 2: évolution des IDE à Madagascar (en terme de stock, en milliard de dollar)

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
En milliards de \$	86	295	773	1169	1066	860	907

Source : auteur d'après les données de la CNUCED

D'après ce tableau, Madagascar continue d'attirer les IDE chaque année. Cependant, en 2010, le stock d'IDE a chuté, c'est un des effets de la crise politique de 2009.

1) L'évolution des flux d'IDE à Madagascar :

Les chiffres que nous allons énumérer ici sont issus du rapport de la BCM et de l'INSTAT sur l'étude sur l'IDE à Madagascar.

Le flux d'investissements directs étrangers entrants a été évalué à 1 783,4 milliards d'ariary en 2012 alors qu'il était de 1 639,9 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de 9,1 pour cent en monnaie locale.

Pour le premier semestre 2013, les prévisions des chefs d'entreprise ont permis d'estimer 718,2 milliards d'Ariary de flux attendu. Ce qui représente 40,2 pour cent de la réalisation de l'année 2012.

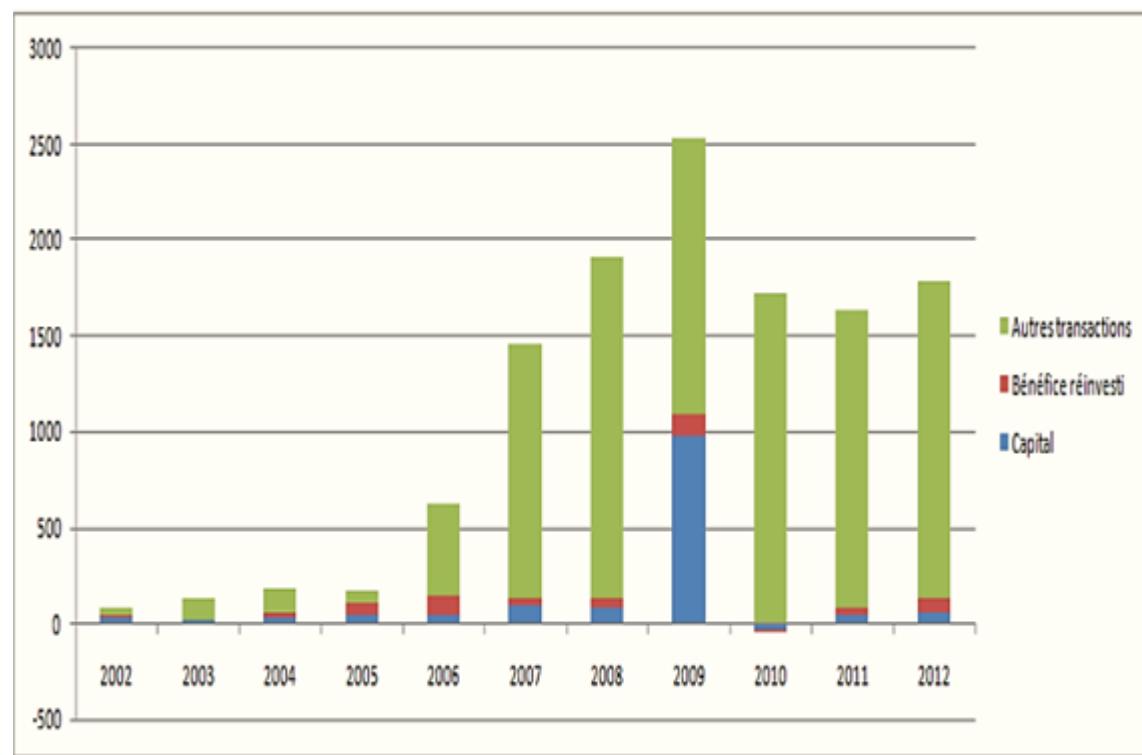
¹⁹ Projet Ambatovy : Extraction de nickel et cobalt par Sherritt International Corporation/Sumitomo/Korean Ressources Corp. /SNC Lavalin Inc. Investissement d'environ 5,5 Milliards de \$. Démarrage de l'exportation de nickel en novembre 2012

La part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique s'est stabilisée durant les années 2010 à 2012, et a tourné autour de 1,8 %. Elle reste néanmoins loin de sa performance enregistrée en 2009.

Par poste d'IDE, les flux du capital social et des bénéfices réinvestis ont évolué positivement par rapport à 2011. Le flux du capital social a été de 56,5 milliards d'ariary en 2012, contre 49,3 milliards d'ariary en 2011, et celui des bénéfices réinvestis est passé de 32,7 milliards d'ariary en 2011 à 75,8 milliards d'ariary en 2012.

Le flux des IDE entrants met en relief l'entrée de financement en provenance d'économies du reste du monde au cours d'une période donnée vers le secteur productif. L'analyse des flux permet de cerner le dynamisme de l'économie du pays. Ce paragraphe abordera ainsi l'analyse des flux d'IDE entrants à Madagascar, il sera question de la nature des financements, de leurs origines et des branches d'activités bénéficiaires.

Figure 2 : Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012.



Source : INSTAT, BCM, « étude sur les IDE à Madagascar, 2013 »

Cette figure montre l'évolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012. Le flux d'investissements directs étrangers entrants a été évalué à 1 783,4 milliards d'ariary en 2012 alors qu'il était de 1 639,9 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de 9,1 pour cent en monnaie locale, due essentiellement à l'augmentation du flux dans le poste « autres transactions ». Ce dernier a accusé une hausse de 17,6 pour cent par rapport à l'année

précédente. Il faut remarquer que ce poste est composé surtout de dettes envers les actionnaires ou le groupe.

En analysant par poste d'IDE, les flux du capital social et des bénéfices réinvestis en 2012 ont augmenté de 14,5 pour cent par rapport à 2011. Le flux du capital social a été de 56,5 milliards d'ariary en 2012, contre 49,3 milliards d'ariary en 2011 et celui des bénéfices réinvestis est passé de -32,7 milliards d'ariary en 2011 à 75,8 milliards d'ariary en 2012, soit une hausse de 131,4 pour cent.

L'évolution positive du capital social a été due principalement aux apports des entreprises d'investissement directs étrangers créées au cours de l'année 2011. Malgré la crise, certains investisseurs étrangers ont préféré réaliser leur programme d'investissement dans le pays.

Il y a lieu de noter qu'exprimés en monnaie étrangère (dollars US), les flux d'IDE ont enregistré une hausse plus légère de 0,3 pour cent, soit 812,6 millions de dollars US, contre 809,8 millions de dollars US en 2011. La différence de cette augmentation en monnaie étrangère par rapport à la monnaie locale a été causée principalement par la dépréciation de la monnaie malgache sur cette période.

Tableau 3 : Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2012

Rubriques	2009	2010	2011	2012
Madagascar (en milliards d'USD)	1,3	0,8	0,8	0,8
Ensemble du Monde (en milliards d'USD)	1198,0	1409	1652	1351
Pays en Développement (en milliards d'USD)	606,2	637	735	703
Afrique (en milliards de dollar US)	52,6	44,0	48	50
Part de Madagascar dans le Monde (en %)	0,1	0,1	0,0	0,1
Part de Madagascar dans les PED (en %)	0,2	0,1	0,1	0,1
Part de Madagascar en Afrique (en %)	2,5	1,8	1,7	1,6

Source : Auteur d'après les données de la BCM, de l'INSTAT et de la CNUCED

Selon le rapport du CNUCED en 2013, l'investissement étranger direct (IED) mondial a chuté de 18,0% pour s'établir à 1 350 milliards²⁰ de dollars en 2012. Cette diminution a été due essentiellement à la fragilité économique et aux orientations incertaines de bon nombre de grands pays qui ont incité les investisseurs à la prudence. Malgré la récession mondiale, les pays du groupe BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) sont restés les principales sources d'IED parmi les pays émergents investisseurs. Les flux en provenance de ces cinq pays sont passés de 7 milliards de dollars en 2000 à 145 milliards de dollars en 2012, représentant 10,0 % du total mondial. Leurs transactions ont été de plus en plus actives, notamment en Afrique.

Il est à remarquer que le flux d'IDE de l'Afrique a légèrement augmenté. Le cas de Madagascar n'a pas suivi cette tendance, suite à la dépréciation de la monnaie nationale. En

²⁰ CNUCED, rapport sur l'investissement dans le monde, 2013.

effet, la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique a diminué légèrement entre 2011 et 2012, en passant de 1,7% à 1,6%²¹.

a) Analyse des flux d'IDE par branche d'activité

Outre la baisse des flux enregistrée dans la branche « activités extractives », l'année 2012 a été surtout marquée par des performances réalisées par les entreprises dans la branche « activités financières », « télécommunication» et celle de la « pêche et aquaculture ». En effet, par rapport à la situation de l'année 2011, les branches « activités financières » et « télécommunication » ont respectivement vu leurs flux augmenter de 116,9 pour cent et tripler en 2012, et dans la branche «Pêche et aquaculture », le flux reçu a été multiplié par 5,7. Ces fortes hausses ont été principalement dues aux augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces banches.

²¹ INSTAT/BCM, « étude sur les IDE à Madagascar », 2014

Tableau 4 : Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)

<i>Branche</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	- 4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3	10,1
Pêche, aquaculture	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3	41,7
Activités de fabrication	15,6	1	99,6	41,5	137	93,6
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	4	-2,5	0,3	0,2	3,8	1,1
Construction et BTP	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9	0,5
Commerce	0,9	42,4	30,9	18,4	34	48,7
Hôtels et restaurants	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8	6,0
Transports	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7	30,0
Activités financières	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4	532,5
Immobiliers et services aux entreprises	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8	31,6
Distribution pétrolière	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8	14,3
Télécommunication	28,9	147,8	85,8	16,5	72	222,9
Autres			0,2	-0,1	0	-
TOTAL hors « extractives »	570,7	277,3	462,7	329,1	639,3	1032,9
Activités extractives	886,2	1637,5	2069,8	1360,0	1000,6	750,5
TOTAL	1 456,9	1 914,8	2 532,5	1 689,1	1 639,9	1 783,4

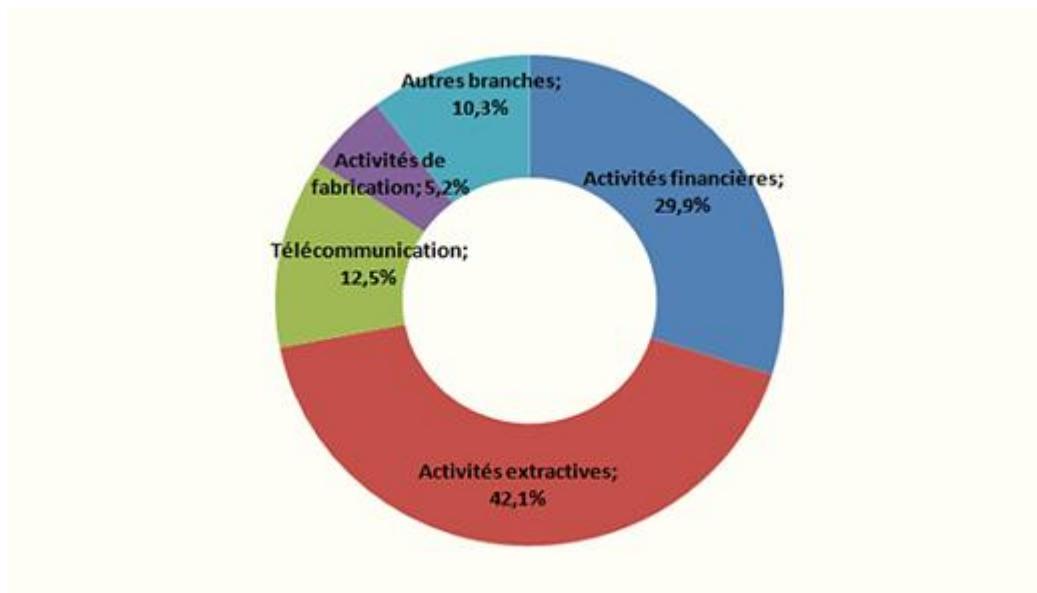
Source : BCM et INSTAT, étude sur les IDE à Madagascar, 2013.

En termes d'évolution, le flux d'IDE reçu par la branche « activités extractives » a continué de baisser depuis 2010. En 2012, cette baisse a été de 24,5% par rapport à l'année précédente. Cette situation est en rapport avec la fin des grands investissements dans le secteur minier. En effet, QMM et SHERITT sont déjà entrées dans la phase d'exploitation. Ainsi, l'on a également enregistré une baisse du dividende, baisse inscrite dans la stratégie de prudence de Sherritt par rapport à la chute des prix des matières premières et surtout pour le besoin de cash à court terme du groupe. Toutefois, cette branche « activités extractives » est restée pourvoyeuse d'IDE et s'est retrouvée en première position (38,2 % du total). Selon le rapport « Perspectives économiques en Afrique 2012 », le secteur minier est resté le principal moteur de la croissance en 2012 et 2013 avec l'entrée en production du plus grand projet minier du pays (Ambatovy)²².

A remarquer également qu'en 2012 et par rapport aux réalisations de l'année 2011, outre les branches les plus pourvoyeuses d'IDE citées ci-dessus, trois autres branches comme le «transport », « pêche et aquaculture» et « hôtel et restaurant » ont fait des progressions remarquables, leurs niveaux de flux d'IDE ont été multipliés respectivement par 8,1 ; 5,7 et 3,3.

²² BAD/CEA/OCDE/PNUD. Perspectives économiques en Afrique 2012, Année 2012.

Figure 3 : Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2012



Source : INSTAT et BCM, « étude sur les IDE à Madagascar », 2013.

En 2012, les deux branches « télécommunication » et « activités financières » ont généré 42,4%²³ du flux total d'IDE, contre 19,4% en 2011. En incluant la branche « activités extractives », ces trois branches ont généré 84,3% du flux d'IDE en 2012. A noter qu'en 2012, la part des branches « hors activités extractives » a été de 57,9%, contre 39% en 2011.

b) L'origine des flux d'IDE

En 2012, les cinq premiers pays investisseurs ont été : Canada, Île Maurice, France, Chine et Etats Unis. Ce sont ceux qui opèrent dans les grands projets miniers, les activités financières, la télécommunication et les activités de fabrication.

La France se trouvait au sixième rang en 2009, puis au quatrième rang en 2010, au troisième rang en 2011, et au deuxième rang en 2012, en enregistrant respectivement des flux d'IDE de 293,3 milliards d'ariary et de 425 milliards d'ariary durant ces deux dernières années. Le flux d'IDE de la France a donc été multiplié par 2,7 par rapport à son niveau de 2010.

²³ INSTAT/BCM, étude sur les IDE à Madagascar, janvier 2014.

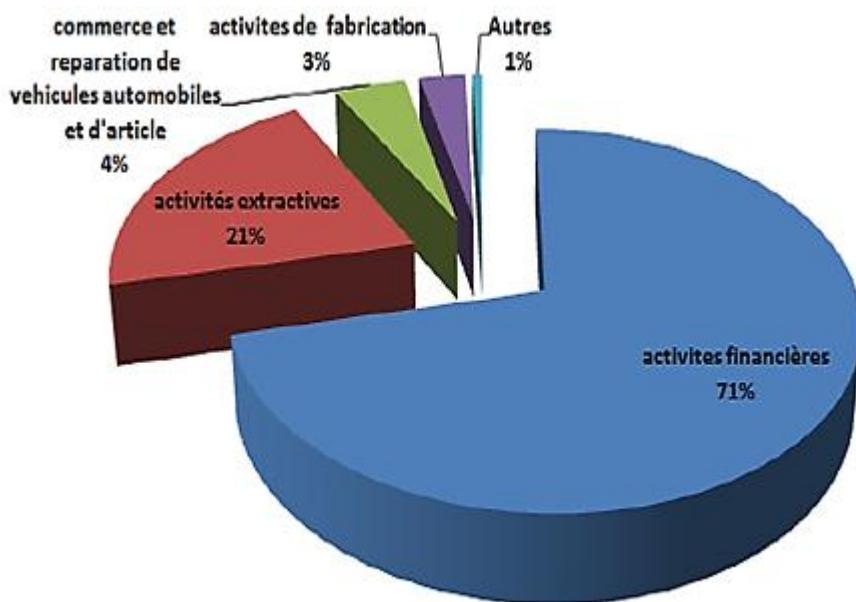
Tableau 5 : Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
France	272,6	291,8	112,6	153,4	293,3	425,0
Maurice, île	228,6	279,9	245,6	58,8	389	398,2
Canada	482,2	927,4	682,1	512,1	502,3	504
Etats – Unis	49,6	71,6	109,8	5,7	154	70,8
Royaume – Uni	949,8	1 912,2	449,1	16,5	75,7	25
Chine	66,9	66,4	17,6	127,9	129,3	85,6
Japon	469,6	575,9	462,5	362,4	2,7	3,0
Corée du Sud	304,8	403,2	468,6	347,6	2,6	5,0
Italie	173,8	174,7	30,9	36,5	-3,3	40,3
Autres	417,5	627	-55,3	68,2	94,3	226,5
TOTAL	3 415,4	5 330,1	2 532,5	1 689,1	1 639,9	1 783,4

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM / INSTAT

En 2012, les IDE de la France se sont orientés principalement vers les « *activités financières* », « *activités extractives* » et « *commerce* ».

Figure 4 : répartition du flux d'IDE français à Madagascar par branche d'activité en 2012

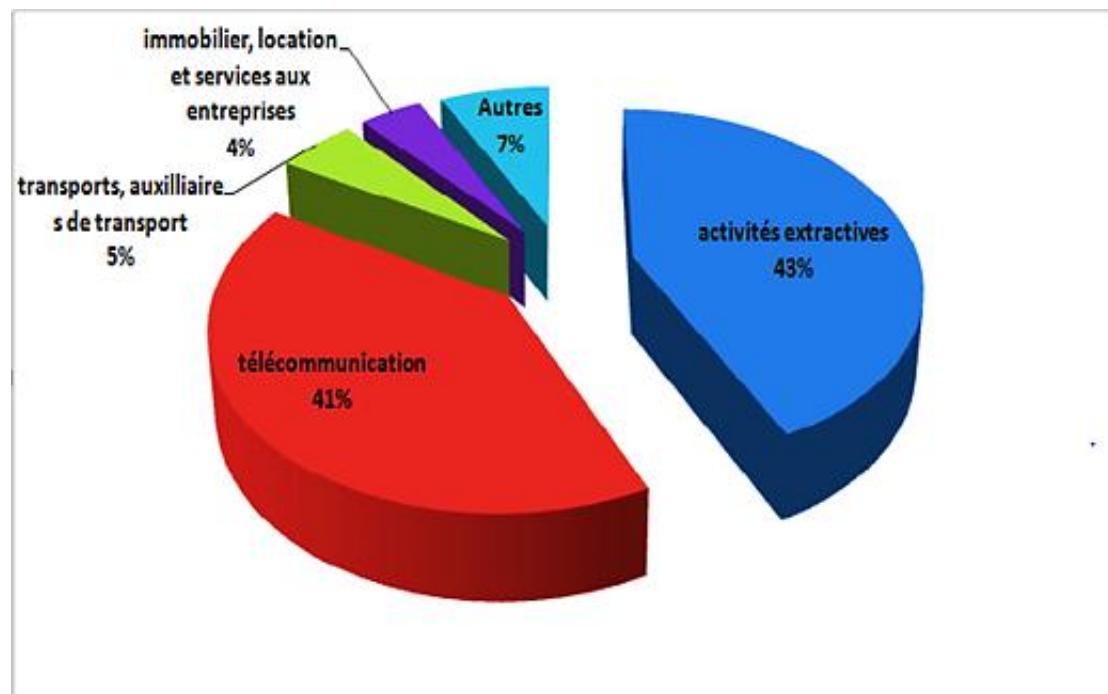


Source : INSTAT/ BCM, « étude sur les IDE à Madagascar, janvier 2014.

Pour les flux d'IDE en provenance des investisseurs mauriciens, une hausse non négligeable des flux a été enregistrée en 2012 par rapport à l'année 2011. La variation entre les deux années a été de +2,4%. En comparant avec la situation de l'année 2008, le flux d'IDE de l'Ile Maurice est resté sur une dynamique positive avec une hausse de 42,3%. En termes de moyenne, une entreprise à capitaux mauriciens a reçu en moyenne 5,7 milliards d'ariary. La branche « *activités extractives* » est le principal bénéficiaire des flux d'IDE mauriciens, avec une part de 43%. La deuxième branche bénéficiaire est la « *télécommunication* » avec 41,0 pour cent des flux. Ensuite, l'on a « *transport et auxiliaires de transport* » (5,0 %), et des « *immobiliers, location et services aux entreprises* » (4,0 %)²⁴.

²⁴ BCM, étude sur la promotion des IDE à Madagascar, janvier 2014.

Figure 5 : répartition du flux d'IDE Mauricien par branche d'activité en 2012



Source : INSTAT / BCM, « étude sur les IDE à Madagascar », 2013.

En ce qui concerne les flux d'investissements directs étrangers du Canada à Madagascar, ceux-ci ont été de 504 milliards d'ariary en 2012, après 502,3 milliards d'ariary en 2011, soit une légère hausse de 0,3 pour cent. L'apport du Canada dans l'ensemble du flux d'IDE a été de 25,7 pour cent en 2012 et de 30,6 pour cent en 2011. Presque la totalité du flux d'IDE Canadien a été concentré dans la branche « *activités extractives* ».

Pour ce qui est des investisseurs américains, ils se sont placés au cinquième rang avec une part de 3,6 pour cent dans les flux totaux des IDE entrants à Madagascar. Sur le plan sectoriel, les investissements dans les branches « *activité financière* » et « *activités extractives* » ont été prépondérants pour les américains en 2012. Concernant les investisseurs du Royaume-Uni, ils n'ont pas été plus actifs par rapport aux années antérieures. Leurs apports ont été de 1,3 pour cent, contre respectivement 4,6 pour cent en 2011 et 17,7 pour cent en 2009. Ce phénomène est principalement lié à la fin des investissements de QMM, qui se trouve dorénavant dans sa phase d'exploitation. Il faut remarquer la quasi-stabilité de la présence des investisseurs chinois en termes de flux pour l'année 2012 par rapport aux années précédentes. Le poids du flux d'IDE en provenance de la Chine est de 4,4 pour cent en 2012, contre 7,9 pour cent en 2011 et 7,6 pour cent en 2010. En 2012, le flux d'IDE en provenance de la Chine a été concentré dans les branches « *activités fabrications* », « *activités extractives* » et « *commerce* ». Le flux d'IDE en provenance des investisseurs japonais a stagné au cours

des deux dernières années, mais il est en recul par rapport aux années précédentes, représentant en moyenne 0,5 milliards d'ariary, par investisseur, en 2012.

Enfin, concernant les flux en provenance des investisseurs Italiens, l'on a constaté une augmentation des investissements, principalement dans la branche « *immobiliers, location et services aux entreprises* ».

c) Les dividendes distribués en 2012

En 2012, les dividendes payés aux investisseurs directs étrangers ont connu une baisse de 33,9 pour cent par rapport à l'année précédente. Les tableaux suivants donnent la répartition de ceux-ci par actionnaire bénéficiaire et par branche d'activité.

Tableau 6 : les dividendes payés selon les pays de résidence des investisseurs en 2012

Pays	2012	
	Montant (en milliards d'ariary)	En %
Chine	1,2	1,5
France	38,0	46,4
Japon	0,7	0,8
Maurice	19,7	24,0
Pays Bas	0,7	0,8
USA	21,1	25,7
Autres	0,7	0,8
TOTAL	81,9	100,0

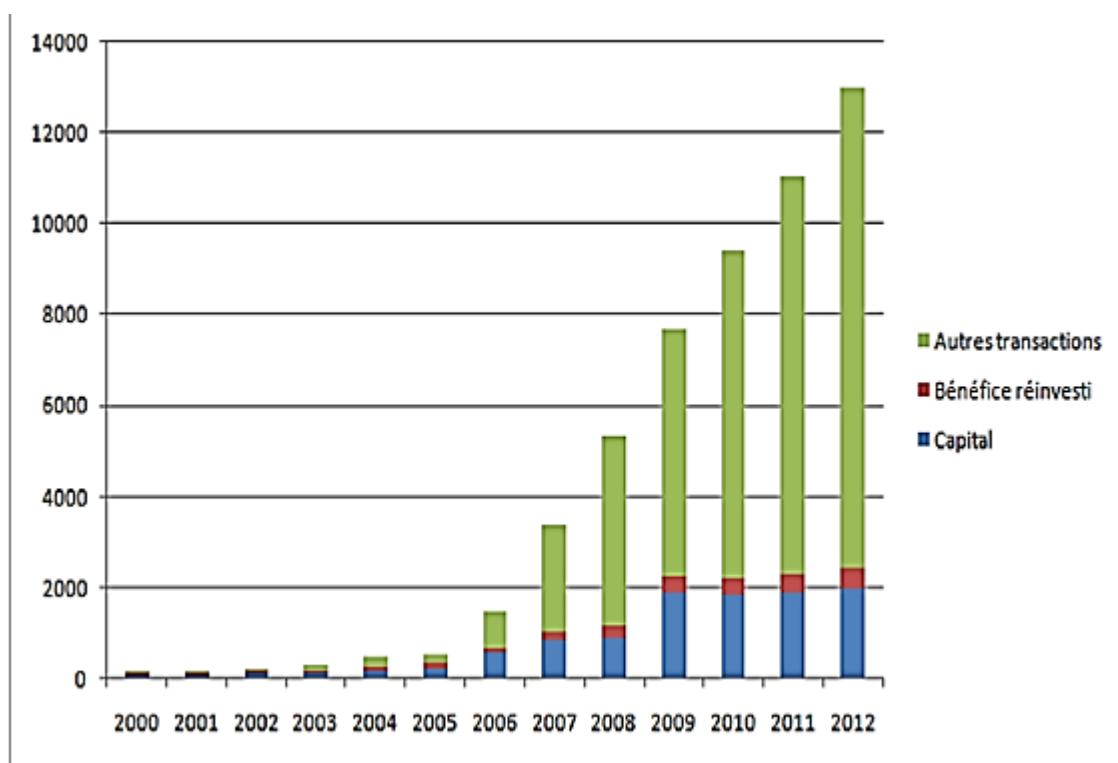
Source : BCM/ INSTAT, « étude sur les IDE à Madagascar en 2013 »

2) Stocks des investissements directs étrangers

a) Evolution globale du stock

L'évolution des stocks d'IDE à Madagascar a connu deux périodes différentes. La première, correspondant aux années antérieures à l'année 2006, a été caractérisée par une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23,0 pour cent jusqu'en 2005. La deuxième période, marquée par la mise en œuvre de deux grands projets miniers, à partir de l'année 2006, a vu l'expansion des IDE pour atteindre les 13 009,8 milliards d'ariary, soit l'équivalent de 5,8 milliards de dollars américains à fin 2012.

Figure 6 : évolution du stock d'IDE de 2000 à 2012



Source : INSTAT et BCM, « étude sur les IDE à Madagascar », 2014.

Le grand boom, enregistré en 2007, a été relatif à la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers (l'exploitation de l'ilmenite par QMM et celle du cobalt et du nickel du projet d'Ambatovy).

Depuis, le niveau du stock d'IDE a été fonction de la réalisation de ces investissements. Ainsi, entre 2007 et 2011, le rythme de la croissance en valeur des stocks d'IDE tendait à diminuer, en passant de 112,0 pour cent en 2007, à respectivement 56,1 pour cent en 2008, 44,8 pour cent en 2009, 21,9 pour cent en 2010, 17,4 pour cent en 2011. En 2012, cette croissance a été de 17,8 pour cent. L'importance accordée par les investisseurs au

poste « *autres transactions* » a été significative pour l'année 2012. Ce poste a enregistré une hausse de 16,8 pour cent. Les postes « *capital social* » et « *bénéfices réinvestis* » ont augmenté respectivement de 2,9 pour cent et 19,9 pour cent.

b) Le stock d'IDE par branche d'activité

Avant l'année 2006, la présence étrangère s'est surtout intensifiée au niveau des entreprises de la branche « *activités de fabrication* ». En fait, les IDE reçus par cette branche sont venus essentiellement de la mise en place de la zone franche industrielle, visant principalement le secteur de l'industrie légère exportatrice. Après 2006, le paysage des entreprises d'IDE a été bouleversé par la mise en œuvre des investissements dans la branche « *activités extractives* ».

Tableau 7 : stock d'IDE par branches d'activités de 2006 à 2012 (en milliards d'Ariary)

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	7,8	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4	38,5
Pêche, pisciculture, aquaculture	51,1	17,0	22,5	41,3	76,0	83,3	125,0
Activités de fabrication	120	143,7	176,9	276,5	318,0	455,0	548,6
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	1,1	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4	6,5
Construction et BTP	42,9	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1	446,6
Commerce	36,8	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6	239,3
Hôtels et restaurants	0,7	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5	254,5
Transports	13,5	8,4	11,2	22,1	25,0	28,7	58,7
Activités financières	132,2	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6	1 118,1
Immobiliers et services aux entreprises	29,9	13,5	29,4	37,0	47,5	118,3	149,9
Distribution pétrolière	69,4	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2	262,5
Télécommunication	72,7	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2	680,1
Autres	7			0,2	0,1	0,1	0,1
TOTAL hors « extractives »	585,1	1079,5	1454,2	1916,8	2245,9	2895,4	3928,3
Activités extractives	902,8	2089,0	3729,9	5799,8	7159,8	8150,2	8900,7
TOTAL	1487,9	3168,6	5184,1	7716,6	9405,7	11045,6	12829,0

Source : BCM et INSTAT, « étude sur les IDE à Madagascar », janvier 2014

A la fin de l'année 2012, le stock d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a été évalué à 8 900,7 milliards d'ariary, soit l'équivalent d'environ 4,1 milliards de dollars américains. Ce qui a représenté 68,4 pour cent de l'ensemble du stock d'IDE. Le taux d'accroissement du stock d'IDE de cette branche a été de 9,2 pour cent par rapport à l'année 2011.

En dehors de la branche « *activités extractives* », nous notons dans l'ordre décroissant : « *activités financières* » (8,7 %), « *télécommunication* » (5,3 %), « *activités de fabrication* »

(4,2 %), « construction et BTP » (3,4 %), « hôtels et restaurants » (2,0 %) et la « distribution de produits pétroliers » (2,0 %) du stock. Il faut remarquer une diversification plus prononcée de la présence des investisseurs étrangers dans l'économie du pays. Par ailleurs, la branche des « activités de fabrication » n'a occupé que la quatrième place, en termes de stock d'IDE, alors qu'elle a été toujours à la première place avant 2006. Le démarrage des grands travaux au niveau des projets miniers a entraîné une redynamisation des autres branches, d'autant plus qu'une intensification de la promotion des investissements à Madagascar a été remarquée.

c) La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE

Pour terminer l'analyse sur le stock d'IDE, il est intéressant de procéder à l'identification des pays partenaires. A l'instar des autres années, depuis la mise en œuvre des investissements massifs dans les activités extractives, les pays investisseurs dans ce secteur ont dominé l'environnement des IDE à Madagascar. Le tableau suivant donne un aperçu du stock d'IDE selon les pays de résidence des investisseurs directs étrangers à Madagascar.

Tableau 8 : le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2012 (en milliards d'ariary)

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Canada	635,5	1006,1	1688,3	2200,4	2442,4	2946,4
Royaume – Uni	752,1	1804,7	2253,8	2270,3	2346,0	2371,0
Japon	473,2	579,4	1041,9	1404,3	1406,9	10409,9
Corée du Sud	306,3	404,6	873,3	1220,9	1282,1	1229,5
France	268,1	343,1	455,7	609,1	1223,6	1648,6
Maurice, île	188,6	238,3	492,9	551,7	940,7	1338,9
Etats – Unis	50,7	91,4	201,2	183,3	337,3	408,1
Italie	173,8	174,2	205,1	241,6	238,3	278,6
Chine	54,0	56,2	73,9	201,8	210,1	295,7
Bermudes	86,4	118,7	127,4	137,2	137,2	137,2
Réunion	26,5	28,9	33,0	56,9	97,9	140,8
Hong – Kong	37,0	40,8	75,5	78,4	77,7	77,7
Luxembourg	11,4	16,3	47,1	68,3	72,7	72,7
Suisse	25,5	30,4	33,5	63,5	71,8	75,6
Suède	-	17,7	31,7	31,7	31,7	31,9
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8	12,9	12,7	13,6
Pays – Bas	7,3	9,5	11,2	11,5	11,5	11,5
Inde	-	4,5	4,9	1,6	1,6	21,6
Autres	60,8	207,1	53,4	60,1	103,3	319,7
TOTAL	3168,6	5184,6	7716,6	9405,7	11045,6	12829,0

Source : BCM/INSTAT, étude sur les IDE à Madagascar, janvier 2014

Les trois principaux pays sources des stocks d'IDE ont été le *Canada*, le *Royaume Uni* et la *France*. Les investisseurs de ces pays ont opéré essentiellement dans la branche des « *activités extractives* » à Madagascar. Après ces trois pays, l'on a retrouvé dans l'ordre décroissant : *l'Ile Maurice*, *le Japon*, *la Corée du Sud* et *les Etats-Unis*. Les stocks d'IDE reçus de ces sept pays ont représenté plus de 80 pour cent de l'ensemble à la fin de l'année 2012. Par rapport à l'année 2010, en termes de stock, le poids des investisseurs français a connu un changement relativement important et ce, suite essentiellement aux flux d'investissement français dans la branche « *activités financières* » en 2012.

Il faut également souligner l'importance des stocks d'IDE Chinois à Madagascar qui ont été multiplié par six au cours de ces cinq dernières années. La présence des investisseurs chinois a été marquée par l'octroi de permis à WISCO pour l'exploitation du fer dans la partie ouest du pays. Leurs parts dans l'exploration du pétrole et dans le secteur commerce n'ont pas par ailleurs été négligeables.

Nous avons vu les évolutions et les caractéristiques des IDE dans les PED notamment en Afrique. Nous avons constaté que les pays africains ont à peu près le même problème dans leurs stratégies d'attraction des IDE, il s'agit du problème de l'instabilité politique qui affecte énormément l'environnement des affaires.

Conclusion de la première partie :

Dans cette première partie nous avons vu les concepts et les théories autour de l'IDE. Cette première partie nous a montré que le développement des IDE est issu non seulement de la volonté des FMN mais aussi des pays d'accueil d'attirer les capitaux. D'une part, les firmes cherchent à étendre leurs activités au niveau mondial, de conquérir de nouveaux marchés et de réduire ses coûts de production en s'implantant à l'étranger ; et surtout de rentabiliser leurs investissements dans l'ambition de dominer le marché mondial. D'autre part, les pays d'accueil généralement avec des situations économiques précaires espèrent combler les déficits et résorber le chômage par le biais de l'IDE.

Dans la deuxième partie de notre étude, nous allons voir les impacts de ces IDE dans les PED comme Madagascar. En effet, les impacts de ces IDE méritent d'être connus puisque certains pays n'ont pas aperçu d'évolutions positives de leur situation économique malgré leur stratégie d'attraction d'IDE.

PARTIE II : LES IMPACTS DES IDE POUR MADAGASCAR

Dans cette deuxième partie nous allons voir les impacts des IDE à Madagascar. Les impacts des IDE sur les pays hôtes méritent d'être connus puisque les flux de capitaux au niveau mondial et en direction des PED ne cessent de s'agrandir. Nous allons analyser tout d'abord dans le premier chapitre, les impacts des IDE à Madagascar. Dans cette seconde partie, nous allons donner quelques suggestions en matière de politiques économiques en vue d'améliorer les retombées des IDE dans le pays d'accueil.

Pour les pays en développement, les économies émergentes et les pays en transition, l'IDE est devenu une source de plus en plus importante de développement économique et de modernisation, de croissance des revenus et d'emplois. Les PED ont libéralisé leurs régimes applicables à l'IDE et mis en œuvre d'autres mesures pour attirer l'investissement. Ces PED cherchent à déterminer la façon dont les politiques nationales peuvent le mieux contribuer à tirer le meilleur parti d'une présence étrangère dans l'économie locale.

Dans cette seconde partie, nous cherchons à étudier l'effet global de l'IDE sur l'économie et d'autres facteurs propres à accroître le bien-être, ainsi que les mécanismes par lesquels ces avantages se manifestent dans les pays d'accueils.

CHAPITRE 1 : LES EFFETS DES IDE POUR MADAGASCAR

Dans ce chapitre consacré à l'étude des IDE à Madagascar, nous jugeons qu'il est nécessaire de connaître les effets des IDE pour le pays. L'incitation des IDE constitue un des bases de la stratégie adoptée par Madagascar pour relancer sa croissance économique. Suivant l'exemple de l'Île Maurice, et plus globalement des pays d'Asie de L'Est et du Sud – Est, le pays compte sur la dynamisation des secteurs d'exportations, par l'intermédiaire des IDE, pour sortir du marasme économique qui depuis son indépendance.

Cette stratégie devrait en effet pallier la faiblesse de l'épargne intérieure et l'investissement. Elle est également censée soulager les problèmes de disponibilité de devises. L'offre productive malgache restant très dépendante des produits importés, la croissance des exportations apparaît comme la seule alternative pour éviter les déséquilibres et l'aggravation de l'endettement extérieur du pays.

Cette option en faveur des IDE semble être adéquate. Mais, d'une part, l'instauration d'un environnement optimal pour provoquer un flux conséquent de capitaux étrangers est loin d'être achevée. D'autre part, des politiques d'accompagnements s'avèrent essentielles pour engendrer un réel effet d'entrainement sur l'ensemble de l'économie, et éviter l'essoufflement rapide d'une telle stratégie.

Section 1 : les impacts des IDE pour Madagascar

Nous cherchons à savoir exactement les réels impacts de ces IDE dans les Pays en Développement comme Madagascar.

Madagascar possède de nombreux atouts en matière d'IDE. Cependant, le pays reste encore sous l'emprise de la pauvreté malgré les flux d'IDE entrants. Ce constat nous pousse à s'interroger sur les réels impacts des IDE à Madagascar.

Allons voir alors les différents impacts des IDE sur l'économie, la société et l'environnement écologique.

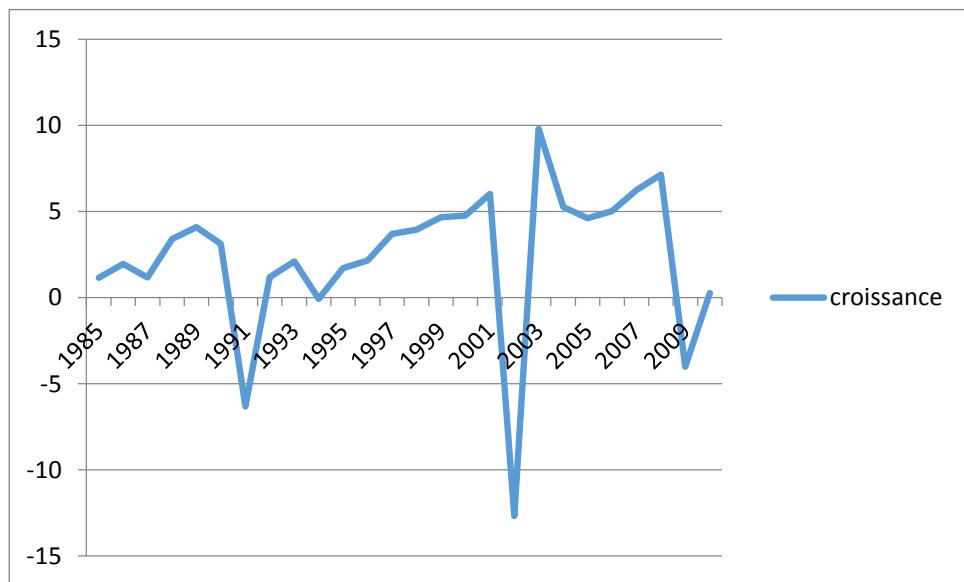
a) Effet sur la croissance économique :

Pour François Perroux, « la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues (chacune de ces périodes comprennent plusieurs

cycles quasi – décennaux) d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global net en termes réels. »²⁵

La croissance économique est mesurée par le PIB (Produit Intérieur Brut). Le PIB est défini comme la somme des Valeurs Ajoutées (V.A) réalisées par les unités institutionnelles résidant dans le pays à laquelle on ajoute la TVA (Taxe sur les Valeurs Ajoutées) grevant les produits et les droits de douanes.

Figure 7 : variation du taux de croissance économique de Madagascar (1985 à 2009)



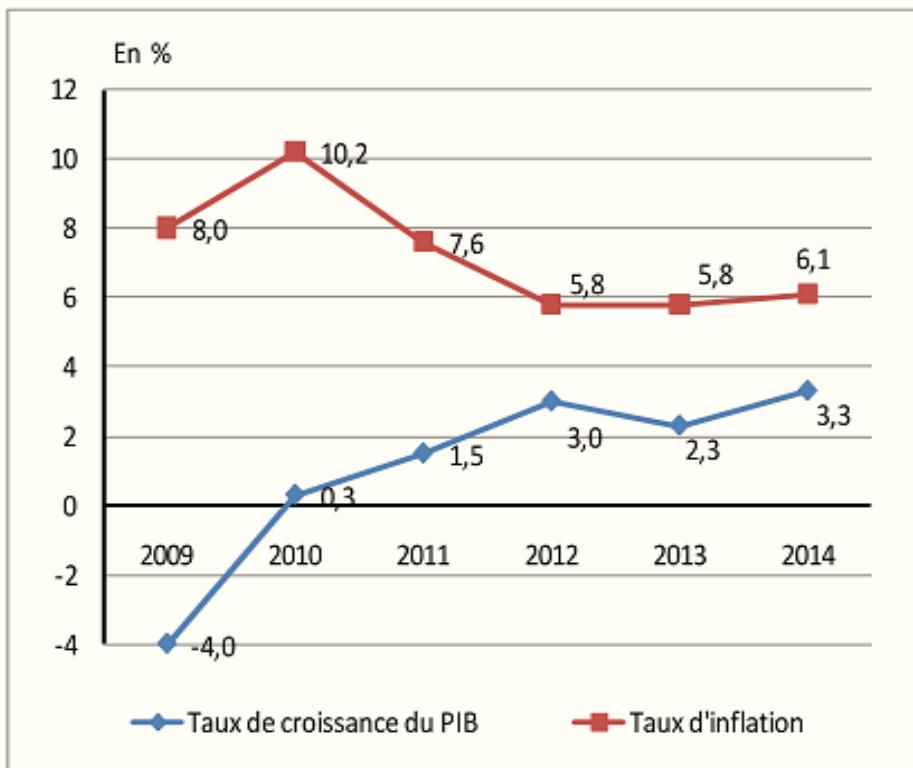
Source : auteur d'après les données de l'INSTAT

D'après cette figure, la courbe de la croissance économique de Madagascar n'a cessé de fluctuer. En effet, dans les périodes de troubles politiques, le taux de croissance est négatif, tel est le cas en 1991, 2002 et 2009. Les crises de 1991, 2002 et 2009 ont fait chuter le taux de croissance économique respectivement à -6.3%, -12.6% et -4.1%.

On peut dire que l'instabilité politique entraîne un effet néfaste à la croissance économique. Les investisseurs étrangers hésitent à investir dans un pays où règne l'instabilité.

²⁵ François PERROUX, « théorie du développement économique », PUF

Figure 8 : évolution du taux d'inflation et du taux de croissance de 2009 à 2014



Source : Banque Centrale de Madagascar, rapport sur la stabilité financière 2014, n°2, p 13

D'après cette figure, on peut dire que le taux de croissance du PIB s'est établi à 3,3% en 2014, contre 2,3% en 2013, soit un gain de 1 point de pourcentage. Sur les cinq dernières années, après la crise sociopolitique qui a secoué le pays, le taux de croissance économique a enregistré une tendance globale ascendante, passant de -4,0% en 2009 à 3,3 % en 2014. Ces résultats signifient une reprise modérée de l'activité économique à Madagascar qui a été néanmoins insuffisante pour espérer un impact significatif de la croissance économique sur le niveau de vie de la population.

Les IDE contribuent à la croissance économique grâce à la hausse de la valeur ajoutée générée par l'utilisation des nouvelles technologies apportées par les FMN. La Valeur Ajoutée représente la contribution productive propre d'une entreprise. La mesure de la valeur ajoutée (V. A) créée par les entreprises d'IDE permet de cerner l'apport des IDE dans la croissance économique. En effet, le PIB (Produit Intérieur Brut), indicateur de la croissance, se définit comme la somme des Valeurs Ajoutées.

Tableau 9 : Chiffres d’Affaires et valeurs ajoutées (V.A) générés par les entreprises à capitaux étrangers à Madagascar de 2000 à 2012 (en milliards d’Ariary)

Années	Chiffres d’Affaires (C.A)		Valeurs Ajoutées (V.A)	
	Entreprises d’IPF	Entreprises d’IDE	Entreprises d’IPF	Entreprises d’IDE
2000	38,8	457,6	5,8	145,4
2001	42,8	645	7,8	181,6
2002	3,2	841,2	1,6	172
2003	3,6	912	1,8	196
2004	12,4	1574,2	6,4	427,2
2005	14,4	2202,2	7,5	493
2006	44,2	2177	13	658
2007	20,2	3290,9	8,1	1079,8
2008	2,2	5017	0,6	1432,8
2009	1,2	3441	0,1	857
2010	0,4	3748	0	939
2011	77,2	3620	10,7	957
2012	12,3	3980	7,8	1050

Source : auteur d’après les données de l’INSTAT et de la BCM sur les IDE à Madagascar.

Depuis 2009, les valeurs ajoutées créées par les entreprises (IDE et IPF) n'a cessé d'augmenter. Ceci prouve que ces entreprises ont contribué à la croissance à Madagascar après la crise de 2009. Le chiffre 0 (zéro) en 2010 indique que les entreprises d'IPF n'ont pas créée de la V.A, cela peut être expliqué aux effets de la crise politique en 2009 qui a découragé les investisseurs à investir dans le pays.

En 2012, le chiffre d'affaires (C.A) réalisé par les entreprises d'investissement étranger a été de 3 992,3 milliards d'ariary, contre 3 697,2 milliards d'ariary en 2011, soit une hausse de 8,0 % sur la période. Il faut noter que le niveau du chiffre d'affaires observé avant la crise sociopolitique a été loin d'être atteint.

b) Impact des IDE sur la balance des paiements

Les flux de capitaux étrangers contribuent dans la balance des paiements de Madagascar. Le tableau suivant représente la balance des paiements de Madagascar de 2007 à 2014.

Tableau 10 : Balance des paiements de Madagascar (en millions de DTS)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1. Transactions courantes	-680,9	-1115,2	-1172,5	-540,1	-47,3	-447,4	-408,7	-16,9
1.1 Biens et services	-787,4	-1383,5	-1312,0	-766,6	-734,8	-628,1	-604,9	-302,8
Balance commerciale	-655,1	-1204,9	-1081,0	-704,2	-631,6	-727,4	-558,0	-306,0
Exportation (FOB)	808,2	828,9	682,2	702,1	932,7	989,7	1265,1	1444,8
Importation (FOB)	-1463,3	-2033,8	-1763,2	-1406,4	-1564,3	-1717,1	-1823,1	-1804,8
1.2 Revenus des investissements	-41,2	-31,7	-59,3	-56,8	-109,5	-209,6	-221,0	-197,0
1.3 Transferts courants	147,7	299,9	198,8	283,3	373,1	390,1	417,2	428,8
2. Opérations en capital	190,5	1146,5	1096,5	49,1	570,2	458,5	241,8	48,3
3. Opérations financières	768,4	990,1	1047,5	569,7	380,4	380,4	153,7	-36,8
3.1 Investissements directs	621,0	718,7	823,2	501,2	601,0	507,7	362,8	206,5
3.2 Autres investissements	147,4	271,2	224,3	67,3	-139,9	-127,3	-209,1	-242,5
4. Erreurs et omissions	-129,6	34,8	60,4	-33,9	-43,4	-17,2	-7,7	-14,8
5. Balance globale	148,4	66,1	-15,6	44,8	79,9	-54,1	-174,5	16,6
6. Réserves et autres financements	-148,4	-66,1	15,6	-44,8	-79,9	54,1	174,5	-16,6

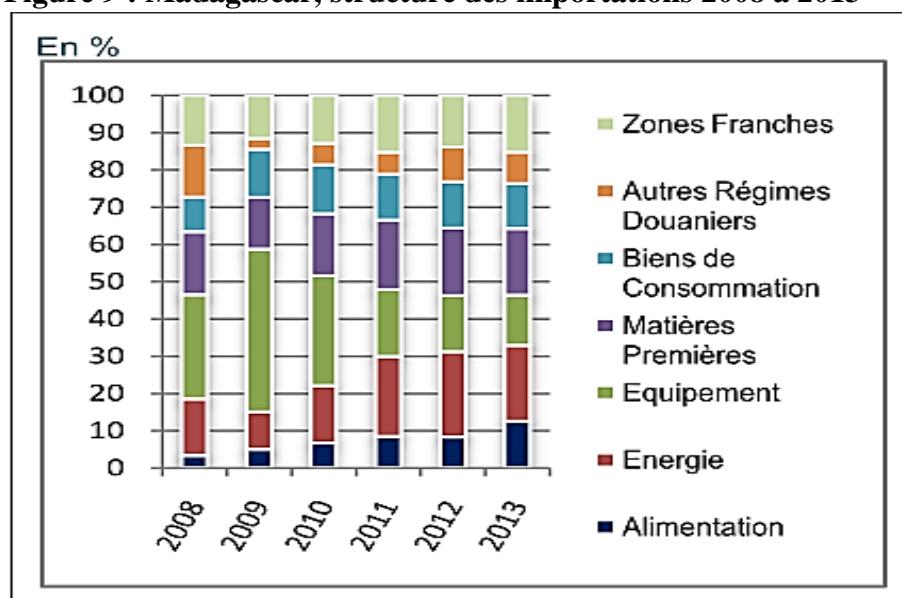
Source : auteur d'après les données de la BCM

D'après ce tableau de la balance des paiements de Madagascar, on constate que la balance commerciale est déficitaire. En effet, les importations sont supérieures aux exportations. L'implantation des grands projets d'IDE exige l'importation d'équipements, ce qui renforce le déficit de la balance commerciale.

Une diminution de la balance des opérations en capital et financières a été observée. Son solde est passé de 458,5 millions de DTS en 2012²⁶ à seulement 242,3 millions de DTS en 2013. Cette évolution a été surtout expliquée par l'absence d'aides extérieures et par la baisse des investissements directs étrangers (IDE). Le remboursement de la dette et le paiement des factures pétrolières ont également obéré la situation déjà précaire.

« Le pays a enregistré une réduction du déficit des opérations extérieures courantes passant à 395,2 millions de DTS en 2013 contre 495,5 millions de DTS en 2012, due surtout à la diminution du gap au niveau de la balance commerciale. En effet, le déficit commercial s'est contracté à 558,0 millions de DTS en 2013 contre 727,4 millions de DTS en 2012, soit 8,0% du PIB en 2013, contre 11,3% du PIB en 2012. La principale raison de cette amélioration a été notamment l'augmentation de la valeur nominale des exportations, tirée surtout par les produits miniers dont le nickel et le cobalt à partir du dernier trimestre de 2012 et malgré la hausse de celle des importations liées au rebondissement des importations en biens d'alimentation dont le riz essentiellement »²⁷.

Figure 9 : Madagascar, structure des importations 2008 à 2013



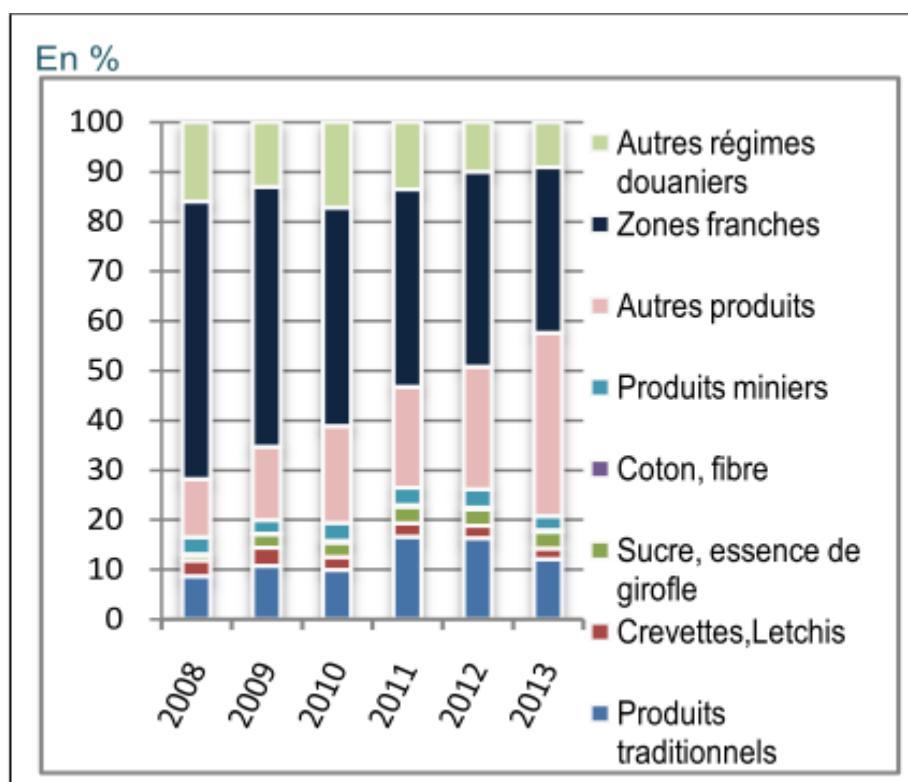
Source : BCM, rapport sur la stabilité financière 2013 n°1

²⁶ BCM, rapport sur la stabilité financière 2013 n°1

²⁷ BCM, rapport sur la stabilité financière 2013, p 27.

D'après cette figure, on constate que l'importation d'équipements constitue une grande part dans l'importation fait par Madagascar. Les importations sont dominées par les importations en carburants en 2013. Celles-ci représentent presque le quart des importations totales. Quant aux importations de matières premières, leur part a atteint 17,8%²⁸ de l'ensemble, tandis que celle des importations en bien d'alimentation a augmenté à 12,5% en 2013, contre 8,3% en 2012 (cf. Figure 9). Les pays d'origine des importations sont notamment le Moyen Orient et l'Asie, avec respectivement une proportion de 22,2% et 26,8%.

Figure 10 : structure des exportations pour Madagascar de 2008 à 2013



Source : BCM, rapport sur la stabilité financière 2013, n°1

D'après cette figure, on peut constater que les Zones franches contribuent en grande partie dans l'exportation du pays.

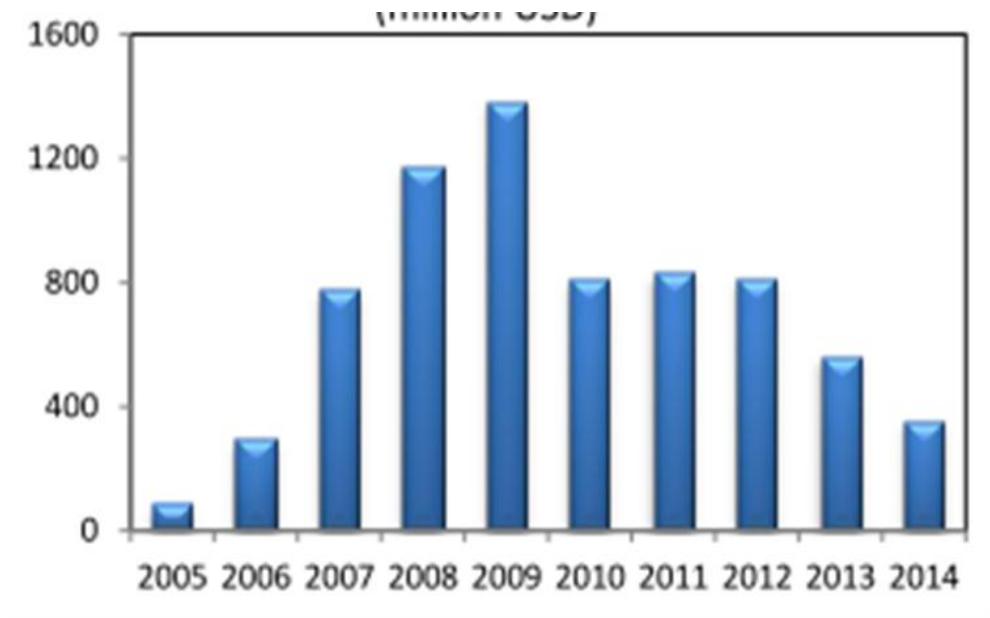
Pour le cas de Madagascar, le financement du déficit courant a été assuré par les emprunts publics et les investissements directs étrangers (IDE), quoique ces derniers aient baissé en 2014 avec l'absence de nouveaux projets d'investissements. Les IDE reçus en 2014 sont estimés autour d'USD 360 millions²⁹, soit la moitié moyenne des cinq dernières années (voir le graphique ci-dessous). Cette tendance des IDE a été observée de manière généralisée au niveau de la région Afrique Sub - Saharienne. Cependant, le contexte local a

²⁸ BCM, rapport sur la stabilité financière 2013 n°1

²⁹ BCM, rapport économique et financier 2014.

été déterminant comme en témoigne la régression de Madagascar de la 157^{ème} à la 163^{ème} place dans le classement Doing Business, par exemple.

Figure 11 : évolution des IDE entrants en million d'USD



Source : BCM, rapport économique et financier 2014

A part l'impact sur la balance des paiements, l'IDE contribue aussi à la hausse de la valeur ajoutée par l'apport de nouvelles technologies nécessaire à la hausse de la productivité.

Nous constatons par contre que les arrivées des capitaux étrangers favorisent aussi le déficit de la balance des paiements du fait des rapatriements des bénéfices. L'implantation des FMN dans le pays induit nécessairement une hausse des importations en matériels et outillages. Cette situation contribue à la détérioration des termes de l'échange : l'importation est surélevée par rapport à l'exportation.

Le pays aussi risque d'être dépendant des capitaux étrangers et oubli l'initiative propre de créer des programmes de développement économique.

c) Les impacts sur l'emploi et la réduction de la pauvreté : les effets des flux d'IDE sur la réduction de la pauvreté et la hausse du revenu à Madagascar

Madagascar est un pays classé parmi les pays le plus pauvre du monde. Le problème de la pauvreté persiste pour Madagascar malgré les efforts du gouvernement et des bailleurs de fonds. Madagascar n'a pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est la raison pour laquelle, l'Etat malgache décide de se tourner aux stratégies d'attraction des IDE dans le but de créer des revenus pour la population et dans une certaine

mesure de réduire la pauvreté. En effet, la libéralisation de l'économie et l'instauration des entreprises franches a contribué à créer des emplois pour la population. L'IDE contribue à la croissance et la croissance devrait réduire la pauvreté.

Tableau 11 : évolution du taux de pauvreté à Madagascar de 1993 à 2010 (en %)

Milieu	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010
Urbain	50,1	63,2	52,1	44,1	53,7	52	54,2	54,2
Rural	74,5	76	76,7	77,1	77,3	73,5	82,2	82,2
Ensemble	70	73,3	71,3	69,6	72,1	68,7	76,5	76,5

Source : INSTAT, Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM) de 1993 à 2010.

D'après le tableau, le taux de pauvreté a été de 70% en 1993. Ce qui signifie que parmi 100 personnes, 70 se trouvent en dessous du seuil de pauvreté. La situation s'est un peu améliorée au début des années 2000 car le taux de pauvreté a été évalué à 69,6% en 2001. En 2002, à cause de la crise politique, le taux de pauvreté a augmenté à 72,1%.

Ce taux a diminué à 68,7% en 2004 grâce à la stabilité économique et les différentes aides des organismes internationaux. Mais depuis 2005, le phénomène de pauvreté a regagné en ampleur puisque le taux de pauvreté a atteint 76,5% . Après la crise politique de 2009, le taux de pauvreté a augmenté en 2010 (76,5%).

D'après ces données, nous constatons que la pauvreté gagne de l'ampleur après chaque crise politique dans le pays.

Les IDE peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté en renforçant la création d'emplois pour les ménages chômeurs.

Les IDE contribuent à la réduction de chômage en embauchant les travailleurs locaux. La création d'emplois en matière d'IDE diffère selon les secteurs et les branches d'activité. Pour le cas, du textile, de nombreux travailleurs peuvent être embauché puisque le processus de production nécessite beaucoup de main d'œuvre. Par contre, pour les extractions minières, les travaux sont assurés par des grands engins manœuvrés par quelques travailleurs. Dans ce second cas, l'embauche est faible et nécessite des travailleurs qualifiés pour conduire les machines.

Les activités des entreprises d'IDE dépendent aussi en grande partie de l'environnement économique international et du marché international. Les firmes continuent d'investir tant qu'elles profitent encore de la situation sur le marché international et aux

faibles coûts des facteurs de production dans les pays d'accueil. Par contre, dès que la situation mondiale se détériore, les FMN licencient les travailleurs. Un exemple typique est le cas de la chute du cours du nickel au niveau du marché international. Cette chute du prix du Nickel a conduit l'entreprise Ambatovy à licencier des travailleurs locaux et de rompre les contrats avec certaines entreprises de sous –traitance afin de réduire ses coûts. En effet, la firme doit réduire ses coûts de productions afin qu'elle soit compétitive sur le marché mondial. La baisse du prix du Nickel réduit les bénéfices de l'entreprise et peut même conduire à l'arrêt de l'exploitation si les coûts d'exploitation dépassent les bénéfices potentiels.

Tableau 12 : les emplois générés par les entreprises de capitaux étrangers à Madagascar de 2000 à 2012

Année	Emplois générés	
	Entreprises d'IPF	Entreprises d'IDE
2000	2597	45 666
2001	3 183	53 802
2002	1 152	30 771
2003	1 213	46 129
2004	1 230	51 717
2005	1 234	56 667
2006	12	56 636
2007	490	65 121
2008	200	80 567
2009	143	60 057
2010	36	62 707
2011	10 56	60 104
2012	500	63 800

Source : Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- de 2000 à 2012.

Les entreprises d'investissements étrangers sont parmi les pourvoeure d'emploi à Madagascar. Cependant, la crise financière et surtout la crise sociopolitique ont eu des effets néfastes sur l'emploi. Près de 81 000 emplois ont été créés en 2008, contre 60 200 en 2009. Entre 2010 et 2011, l'on a enregistré une baisse de 2,5 pour cent attribuable à la perte d'emplois dans la branche activité de fabrication. Mais en 2012, l'on a constaté une légère augmentation des emplois au niveau des entreprises à capitaux étrangers de l'ordre de 5,1

pour cent. Cette hausse a été due au recrutement du personnel essentiellement dans les entreprises de type affiliées et les succursales.

Tableau 13 : répartition des emplois créés par branche d'activité (en %) en 2012

Branche	Emploi en %
Agriculture	2,4
Pêche	7,9
Activités extractives	21,6
Activités de fabrications	38,7
Production d'électricité, d'eau et de gaz	0,2
Construction et BTP	0,9
Commerce	7,5
Hôtels et restaurants	3,5
Transports, auxiliaires de transport	2,4
Activités financières	9,9
Immobiliers et services aux entreprises	0,6
Distribution de produits pétroliers	0,5
Télécommunication	3,8
Autres	0,0
Total	100,0

Source : Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2012.

Concernant la structure de l'emploi par branche d'activité, elle a montré l'importance des activités de fabrication et extractives avec respectivement 38,7 pour cent et 21,6 pour cent de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers. Après ces deux branches, la branche « *activité financière* » s'est démarquée et est devenue un peu plus

importante en termes de création d'emplois. Cette branche a occupé 9,9 pour cent de l'ensemble en 2012.

d) Les impacts sur les investissements locaux :

L'implantation des FMN comme QMM a contribué au développement de la sous-traitance à Madagascar. Nombreuses sont les entreprises créées et travaillant avec les grandes firmes. Cette coopération a bénéficié les entreprises locales en matière de compétence et d'expérience (les prestations sont faites selon les normes internationales) ainsi qu'en matière de gestion.

Cependant, le problème pour les petites entreprises malgache est le manque de qualification et les FMN sont obligés d'embaucher des étrangers pour faire le travail. Les entreprises locales n'ont pas d'attestations qui confirment qu'elles sont aptes à exercer les prestations exigées par les firmes étrangères.

e) Les effets des IDE sur le transfert de technologies et les effets d'apprentissage

Les IDE constituent pour les PED un moyen pour accéder à de nouvelles technologies. Le transfert de technologie et les effets d'apprentissage dépendent des capacités d'absorption des entreprises locales ainsi que de l'adéquation de cette technologie aux besoins du pays d'accueil, des compétences des salariés.

Le rôle du capital humain est fondamental dans l'apprentissage et l'appropriation de nouvelles technologies. Pour le cas de Madagascar, le capital humain est encore faible puisque le niveau d'éducation fait défaut.

f) Les impacts sur l'environnement écologique

Les IDE entraînent aussi des externalités négatives à l'environnement. Le débat sur les interactions entre les IDE et l'environnement peut se rapporter à deux types d'approches : celle des transferts de technologies et celle du « dumping environnemental ». En effet, d'une part, les IDE peuvent permettre une diffusion efficace et plus rapide de technologies propres permettant ainsi une meilleure protection de l'environnement ; d'autres part, un fort soupçon prévaut toujours : dans un contexte de forte concurrence, dans le but d'attirer des IDE, les PED pourraient être moins exigeants au niveau environnemental. La présence des FMN pourrait permettre une uniformisation des normes environnementales, une diffusion des technologies propres ou, au contraire, les FMN peuvent tirer parti de moindres exigences des pays hôtes en matière environnementale.

Section 2 : Les obstacles au développement des IDE à Madagascar

Madagascar a suivi l'exemple de nombreux pays en matière de stratégies d'attraction des IDE dans le but de relancer la croissance économique. L'Etat a décidé de créer des mesures d'incitations des investissements privés. Cependant, le pays n'a pas vu d'effets positifs concrets au niveau du développement du pays. Les IDE à Madagascar n'arrivent pas à donner un effet considérable sur l'économie. Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a toujours subi de crises socio – politiques qui portent toujours préjudice à l'environnement des affaires dans le pays. Les crises politiques se présentent au cycle de 10ans

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce faible impact des IDE pour le cas de Madagascar. La première raison est liée à l'environnement interne du pays. En effet, malgré les efforts effectués, le pays n'arrive pas à créer un environnement politique stable. Cette situation entraîne l'hésitation des investisseurs étrangers à venir investir dans la grande île.

Plusieurs facteurs ont défavorisé l'environnement des affaires à Madagascar selon les dirigeants des entreprises à capitaux³⁰. Ce sont notamment : **le manque de « stabilité politique », le « droit des affaires », la « fiscalité »**. Certains facteurs sont restés préoccupants pour les dirigeants d'entreprises : la dégradation des « infrastructures de transport », la difficulté à « l'accès au financement » et les « coûts des matières premières ».

En ce qui concerne les handicaps, la grande majorité des entrepreneurs (62,0 %) a précisé que l'instabilité politique a représenté le facteur de blocage principal au développement des activités. Suivi par la complexité de la « fiscalité » (10 % en 2012), un pourcentage très élevé. Ce facteur a commencé à inquiéter les investisseurs à Madagascar. La difficulté à « l'accès au financement » (pour 6,0 %) a représenté un obstacle pour l'évolution de ces entreprises à capitaux étrangers.

Tableau 14 : taux de pression fiscale à Madagascar de 2008 à 2014

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de pression fiscal	12,9	10,7	10,9	11,1	10,3	10,5	10,0

Source : auteur d'après les données de la BCM

³⁰ Enquête IDE / IPF fait par l'INSTAT et de la BCM auprès des entreprises d'IDE

Tableau 15 : les principaux handicaps de Madagascar

Rubriques (en %)	1^{er} Handicap		2^{ème} Handicap		3^{ème} Handicap		Ensemble	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Coût de la main d'œuvre	4	5	4	11	1	4	3	7
Caractéristique du marché	2	4	6	27	7	5	3	11
Fiscalité	9	16	27	5	13	19	8	13
Accès au financement	6	6	17	4	17	9	6	6
Droit des affaires	2	0	6	4	10	9	4	4
Infrastructure de transport	5	2	16	3	16	19	6	8
Infrastructure de télécommunication	3	2	3	23	7	5	6	9
Stabilité politique	67	62	11	0	11	13	51	27
Coûts des matières premières	2	2	6	14	12	9	6	8
Disponibilité des fournisseurs locaux	0	1	5	10	6	8	6	6
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Auteur d'après les données de la BCM et de l'INSTAT

Pour ce tableau, l'étude s'est fait pour 2011 et 2012.

Pendant les années de crise politique et sociale à Madagascar, les opinions des dirigeants des entreprises d'IDE a tendu vers le négatif. Si l'on compare le solde d'opinion entre les années 2011 et 2012, les chefs d'entreprise ont été plus inquiétés par la situation de leurs secteurs d'activité que par la situation générale de leurs entreprises.

Tableau 16 : évolution des activités en 2012

Rubriques (en %)	s'est amélioré		est restée inchangé		s'est détériorée	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
La situation de votre entreprise	32	29	36	35	32	36
La situation de votre secteur d'activité	24	19	38	41	38	40

Source : auteur d'après les données de l'INSTAT et de la BCM sur les études sur les IDE à Madagascar en 2012.

Trois facteurs clés ont été identifiés (selon l'avis de la majorité des chefs d'entreprise) comme étant des facteurs limitant le développement de leurs activités : *84,0 % des chefs d'entreprise ont cité l'environnement politique ; 64 % l'insuffisance de la demande, et 53,0 % les contraintes financières.*

Tableau 17 : facteur limitant le développement des activités

Rubriques (en %)	2011	2012
Demande insuffisante	56	64
Insuffisance d'un personnel que vous avez des difficultés à accroître	20	17
Insuffisance de votre équipement ou matériel	26	28
Des contraintes financières	57	53
L'environnement politique	85	84
Autres facteurs	47	35
Sans objet (actuellement l'entreprise est en mesure de développer ses activités)	38	43

Source : BCM/ INSTAT, « étude sur les IDE à Madagascar » 2013

Nous avons vu précédemment les impacts des IDE pour le cas de Madagascar. Nous constatons que l'IDE contribue à la création d'emploi, à l'apport de nouvelles technologies favorables à la hausse de la productivité. Bref les entreprises d'IDE contribuent à renforcer la productivité, à créer de la valeur ajoutée et donc à générer de la croissance économique. Les emplois créés donnent des revenus à la population et les rendent résistant aux chocs macroéconomiques. La résilience face aux chocs contribue à la réduction de la pauvreté. Cependant, l'environnement des affaires à Madagascar limite le développement des IDE. En outre, les effets négatifs existent aussi comme les impacts sur l'environnement et la vie de la

communauté locale. Nous allons voir dans le chapitre suivant les suggestions en vue d'améliorer les effets des IDE sur le pays d'accueil surtout dans le contexte du développement durable.

CHAPITRE 2 : REFLEXIONS SUR LES IMPACTS DES IDE A MADAGASCAR ET SUGGESTIONS

Nous constatons que malgré les efforts effectués par le gouvernement pour attirer les investisseurs, les flux de capitaux étrangers entrants dans le pays sont encore faibles par rapport aux attentes. Certes des investisseurs ont choisi d'investir à Madagascar mais les retombées sont faibles pour améliorer le niveau de vie de la population locale.

Dans ce chapitre, nous allons donner quelques réflexions concernant les impacts des IDE sur Madagascar. En effet, nous constatons que le niveau de développement du pays stagne malgré les efforts d'attirer les IDE.

Notre chapitre se subdivise en deux sections, la première section se concentre sur les analyses des impacts et notre seconde section concerne les suggestions en vue d'améliorer à la fois la stratégie d'attraction des IDE mais aussi de profiter davantage des retombées des IDE.

Section 1 : Analyse et réflexions des impacts des flux d'IDE à Madagascar

Dans cette section, nous allons donner quelques réflexions sur les impacts des IDE pour le cas de Madagascar. En effet, malgré les efforts du gouvernement d'attirer les IDE, le pays ne voit d'énorme évolution positive à son niveau de développement. Il n'est cependant pas question de relancer le développement par le simple aide des IDE. Le développement doit se faire par tous les éléments de l'économie. Il faut mobiliser toutes les ressources disponibles afin de relancer le développement. Nous allons commencer par les impacts sur la croissance économique.

a) Réflexion sur les impacts des IDE sur la croissance :

L'IDE contribue à la croissance économique en améliorant la valeur ajoutée créée par les entreprises d'IDE. La hausse des flux d'IDE entrant contribue à renforcer la hausse de la productivité. En effet, l'entrée des investisseurs étrangers conduit à un transfert de technologies nécessaires pour augmenter la productivité. Nous pouvons dire que les IDE contribuent à la croissance économique mais cette contribution est encore mince par rapport aux attentes.

Des conditions préalables sont nécessaires pour que l'IDE puisse contribuer davantage sur la croissance économique. Il s'agit de l'environnement des affaires qui peut influencer les investisseurs à investir ou non. L'environnement des affaires constitue un élément

fondamental dans la décision d'investissement. Les autorités du pays d'accueil devront améliorer les dispositions de sécurité des investissements dans le pays.

La croissance économique ne signifie pas développement. La croissance est une condition nécessaire mais pas suffisante pour atteindre le développement. Il est donc possible que le pays hôte enregistre une hausse de la croissance économique due aux entrées des IDE mais qui n'influence pas positivement le niveau de vie de la population locale.

b) Réflexion sur les impacts des IDE sur la pauvreté

Madagascar est qualifié de pays pauvre malgré ses nombreuses ressources naturelles et ses mains d'œuvres nombreuses. La grande île possède une immense potentialité en matière d'investissement. Quelques firmes ont en effet investi dans le pays mais l'impact sur la réduction de la pauvreté est encore faible. L'impact des IDE sur la réduction de la pauvreté peut être perçu par les emplois créés par les entreprises d'IDE dans le pays. Cependant, les FMN exigent des travailleurs qualifiés capables de travailler avec des technologies pointues. Pour le cas de Madagascar, le capital humain fait défaut puisque seule quelque partie de la population active ont atteint le niveau secondaire. Afin d'accroître les emplois générés par les entreprises d'IDE dans le pays, il est nécessaire voir primordiale de renforcer le niveau de scolarisation des jeunes.

c) Réflexion sur les impacts des IDE sur la balance des paiements

A court terme, les grands projets d'IDE engagent des importations d'équipements important, ce qui peut déséquilibrer la balance commerciale puisque l'exportation ne peut pas compenser cette hausse des importations. Les retombées des IDE sont perçues à long terme. Des déficits commerciaux peuvent se présenter à court terme quand des grands projets d'IDE s'implantent dans le pays. La stratégie d'attraction d'IDE ne peut répondre immédiatement aux besoins des ménages et de l'économie en générale. En outre, les IDE sont dépendants de la conjoncture et du marché mondial. La valeur de l'exportation des IDE peut varier en fonction de la conjoncture et de la demande mondiale. Une baisse de la demande occasionnerait sans doute une réduction de l'activité de la firme et peut conduire à la réduction des effectifs des travailleurs locaux.

Section 2 : quelques suggestions en vue de tirer avantage des IDE

Dans cette section, notre analyse se focalise sur les perspectives et les recommandations en vue de tirer profit au maximum des IDE et d'éliminer les obstacles au

développement des IDE à Madagascar et entre autre de promouvoir un développement durable pour le pays.

Notre objectif est d'améliorer l'effet de l'IDE au niveau économique, social et écologique. En effet, dans le contexte du développement durable, les IDE doivent considérer la protection de l'environnement dans le but de limiter le processus du changement climatique qui fait un grand débat international.

Dans le contexte du développement durable, il existe trois (3) piliers : le pilier économique, le pilier social et le pilier environnemental. Le développement durable est un développement qui satisfait les besoins de la génération présente sans compromettre la capacité de la génération future à satisfaire leurs propres besoins.

C'est dans la confrontation de ces trois piliers qu'on obtient un équilibre, un moyen d'améliorer le bien – être de la population tout en réduisant l'impact sur l'environnement. Le développement durable tient compte des coûts écologiques des activités économiques (exemple l'IDE). Le développement durable est un processus de changement multidimensionnel qui :

- Etablit des interrelations entre les facteurs économiques, écologiques et sociaux
- Tient compte des interdépendances locales, régionales et mondiales
- Répond aux valeurs comme le respect de la vie, l'équité entre les générations.

1) Suggestion au niveau économique

Nous savons que l'IDE affecte positivement la productivité grâce aux nouvelles technologies. La contribution des firmes multinationales dans la croissance économique est conditionnée par de nombreux facteurs que le pays hôte devra détenir. Il s'agit des niveaux d'éducation et de qualification des travailleurs locaux ; de la maîtrise des nouvelles technologies.

Le pays hôte doit instaurer un environnement des affaires favorable au développement des IDE. Il s'agit d'assurer la sécurité des investissements par le biais des lois et législations en vigueur, de construire des infrastructures de base comme les routes, de l'approvisionnement en énergie (notamment l'électricité).

Il appartient au pays d'accueil d'orienter les investissements privés ou les IDE dans les secteurs les plus rentables, plus promoteurs ou générateurs d'emplois, plus soucieux de l'environnement.

Le gouvernement doit améliorer **le climat des affaires** : Instaurer un Etat stable : un environnement stable, sain et incitatif aux investissements étrangers : améliorer la protection des investissements à l'aide des lois. Il faut aussi développer les industries locales (croissance endogène), initier les jeunes aux cultures d'entreprise (management, gestion), promouvoir les formations professionnelles, orienter les programmes d'enseignement par rapport aux besoins du marché du travail. La formation et l'éducation ainsi que les programmes d'enseignement doivent suivre l'évolution technologique (NTIC). Le gouvernement doit promouvoir des mesures d'incitation fiscale pour les PTE, PME nationales.

L'Etat doit faciliter l'accès aux financements pour les entreprises locales. Il faut faciliter les procédures administratives et instaurer un cadre juridique clair concernant les IDE.

2) Suggestion au niveau social

L'implantation des FMN devra en premier lieu profiter aux communautés locales. Les firmes doivent reconnaître leurs responsabilités vis-à-vis de la communauté locale. En effet, de nombreuses externalités peuvent se produire dans les communautés où s'implante les FMN comme : les perturbations sociales entraînées par la commercialisation accélérée ; les nuisances sonores, la pollution de l'eau, ...

Il appartient aussi au gouvernement du pays hôte de prendre des mesures d'accompagnement des projets d'IDE Afin de réduire au strict minimum les impacts négatifs aux populations locales.

3) Suggestion au niveau de l'environnement écologique

Pour prévenir les impacts écologiques occasionnés par les IDE dans les pays d'accueil, les FMN ont la responsabilité de faire des dédommagements. Il est préférable de faire des analyses préalables des impacts environnementaux. Dans le contexte du Développement durable, l'exploitation des ressources naturelles doivent être considérées dans l'optique de la protection de l'environnement. Profiter des ressources existantes tout en se préoccupant pour l'avenir des générations futures. Les nouvelles technologies contribuent aussi à créer des techniques d'exploitation plus propres tout en protégeant l'environnement. Les FMN ont la responsabilité d'utiliser des techniques et des machines de dernières générations capables de fonctionner sans porter préjudice à l'environnement.

Conclusion de la deuxième partie

Dans cette deuxième partie de notre étude, nous avons tenté de savoir les réels impacts des IDE dans les PED et en particulier Madagascar. Nous avons tiré de nos analyses que les IDE peuvent donner des effets positifs mais aussi des effets négatifs dans le pays d'accueil. Pour le cas de Madagascar, l'impact des IDE est limité à cause de la faiblesse du capital humain apte à apprendre les nouvelles technologies, du mauvais état des infrastructures des base (électricité, routes,...), de l'instabilité politique. Madagascar est un pays très riche en biodiversité. Le pays risque de perdre ses richesses en biodiversité si les IDE s'implantent sans mesures d'accompagnement. Des études d'impacts environnementaux doivent être réalisées avant les exploitations des FMN.

CONCLUSION

En guise de conclusion, nous pouvons dire que les IDE sont devenus un moyen pour les PED de pouvoir relancer la croissance économique, réduire le chômage et atteindre le développement.

Les IDE sont importants pour relancer les activités économiques dans les pays en développement comme Madagascar où l'épargne nationale est très faible. De nombreux résultats sont espérés par les PED par l'attraction des IDE. Nous avons tenté tout au long de ce mémoire de chercher les impacts des flux d'IDE vers les pays en voie de développement tout particulièrement pour le cas de Madagascar. Cependant, les pays africains ont du mal à attirer les IDE à cause de plusieurs facteurs notamment l'instabilité politique, le mauvais état des infrastructures de base, la lourdeur administratif, une fiscalité sévère, la faiblesse de l'ouverture économique. Certains facteurs limitent aussi les avantages probables des IDE comme la faiblesse du capital humain occasionnée par la faiblesse du niveau d'éducation de la population locale.

Dans notre analyse, nous avons constaté que malgré les flux importants de capitaux vers les PED, les résultats en matière de développement n'ont pas beaucoup changé. Le pays risque même de devenir dépendant de ces capitaux étrangers. De plus, les bénéfices des firmes multinationales sont rapatriés dans leur pays d'origine et le pays d'accueil ne bénéficie qu'une faible part. Les raisons de cette inefficacité des IDE à engendrer un réel développement économique sont nombreuses, nous pouvons citer l'instabilité politique, le capital humain qui fait défaut dans le transfert de technologie, l'absence de mesures d'accompagnement de la part des gouvernements du pays hôte, le non qualification des travailleurs nationaux pour répondre aux besoins des firmes multinationales mais aussi l'environnement international changeant qui influence la décision des investisseurs étrangers.

En matière de développement durable, les FMN devraient respecter les normes environnementales et considérer les externalités négatives qu'ils causent dans le pays d'accueil. Il reste beaucoup à corriger sur les politiques des pays d'accueil par rapport aux IDE afin que ceux – ci puissent donner des effets positifs au développement.

BIBLIOGRAPHIE :

MANUEL ET OUVRAGE :

- ✓ ALBERTINI J. M., « Les Rouages de l'économie nationale », éditions économies et humanisme, Les éditions ouvrières, Paris, 1971, 255p
- ✓ ALBERTINI J. Marie., « Les mécanismes du sous-développement », initiation économique, éditions économie et humanisme, Les éditions ouvrières, Paris, 1967, 351p
- ✓ FLOUZAT D., « Économie contemporaine », édition PUF, Paris, 1993, 654p
- ✓ GELEDAN A., BREMOND J. « Dictionnaire économique et social », édition HATIER PARIS, 1998, 405p
- ✓ GUILLAUMONT P., « Économie du développement ». Le sous-développement, Le sous-développement, Tome1, édition PUF, 1985, 404 pages.
- ✓ KRUGMAN P. et OBSTFELD M., « Economie internationale », 8^{ème} édition, Pearson Education, 2008, 720 pages.
- ✓ MUCCHIELLI J.-L. (2001), « Relations Economiques Internationales », 3^{ème} édition, Hachette Supérieur.
- ✓ MUCCHIELLI J.-L. (1998), « Multinationales et mondialisation », édition du Seuil (inédit économie).
- ✓ TERSEN D. et J. L. BRICOUT, « l'investissement international », 1996, Armand Colin, Paris.
- ✓ VERNON R. (1966): « International investment and international trade in the product cycle », Quarterly Journal of Economics, 80, 1966.
- ✓ VERNON R. (1979) « The product cycle hypothesis model of international trade : US exports of consumer durables », Oxford Bulletin of Economics and Statistics, Vol 41, n°4. Novembre 1979, pp. 255 – 258.

REVUES ET PUBLICATIONS :

- ✓ Banque Centrale de Madagascar, Direction des Etudes et des Relations Internationales, INSTAT, Etudes sur les investissements Directs Etrangers à Madagascar, janvier 2014
- ✓ Banque Centrale de Madagascar, rapport sur la stabilité financière 2014, n°2
- ✓ BRENSTEIN E., GREGORIO J. et LEE, J. W. (1994) « How does foreign direct investment affect economic growth », IMF Working Paper, sept 1994
- ✓ CHEN. C. CHANG. L. et ZHANG Y. (1995): « The role of foreign direct investment in china's post 1978 economic development », World development, Vol 23, n°4.

- ✓ FMI, manuel de la balance des paiements
- ✓ MUCCHIELLI J.L. (1992), Déterminants de la délocalisation et firmes multinationales, Revue économique : volume 43, N°4,
- ✓ PAN – LONG TSAI (1995) : « Foreign direct investment an income inequality : future evidence “ World Development, Vol. 23, n°3
- ✓ RAZAFINDROKOTO M., les déterminants des Investissements Directs Etrangers à Madagascar. Quelle leçon peut – t – on tirer de l’expérience asiatique et mauricienne ? octobre 1995.
- ✓ OCDE (1996), Définition de référence de l’OCDE des investissements directs internationaux, troisième édition (réimprimé en 1999).
- ✓ OCDE (1997), “How foreign direct investment affects international trade and competitiveness—an assessment,” DSTI/EAS/IND/SWP(97).
- ✓ OCDE (1998), Trade competition and foreign direct investment: a new assessment, DSTI/EAS/IND/SWP (98)9. Document classifié.
- ✓ OCDE (2002), «Étude sur la relation entre le commerce et l’investissement direct étranger », TD/TC/WP(2002)14/FINAL.
- ✓ OCDE (2003), « L’incidence des politiques commerciales sur l’investissement direct étranger dans le secteur agricole : proposition de travaux », COM/TD/AGR/WP/RD(2003)57.
- ✓ OCDE (2004a), « Relations entre l’investissement direct étranger, les échanges et la politique commerciale : document exploratoire en vue d’une analyse économique appliquée au secteur alimentaire », diffusé sous la cote : COM/TD/AGR/WP(2004)8.
- ✓ OCDE (2004b), « Stratégie de l’OCDE pour un investissement au service du développement – Cadre d’action pour l’investissement : politiques commerciales », TD/TC/WP(2004)37.
- ✓ OCDE (2004d), Annuaire des statistiques d’investissement direct international.
- ✓ OCDE (2004e), Base de données STAN.
- ✓ VONINIRINA A., ANDRIAMASY E., « Mémorandum sur le climat d’investissement à Madagascar », Cahier de Recherche en Analyse Economique n° 14, CREAM, février 2013, 97 pages.

ANNEXE

Annexe 1 : Résultat des travaux économétriques marquant sur l'impact des IDE

Auteurs	Organisation	Date	Impact étudié	Espace /période	Effet qualitatif	Exemple d'effet concret
IDE et CROISSANCE						
Borensztein, De Gregorio, Lee	National Bureau of Economic Research (Etats-Unis)	1998	IDE et croissance globale	IDE entre pays industriels et 69 pays en développement sur 2 décades (1970-1989)	Les retombées des IDE sur la productivité (spillovers), et donc la croissance, dépendent de la "capacité d'absorption" intellectuelle du pays.	L'impact sur la croissance est positif seulement si le pays dispose d'un seuil minimal de capital humain. Parmi les 69 pays étudiés (divisés en 3x3 groupes par niveau d'éducation et d'IDE rapporté au PIB), le groupe recevant le plus d'IDE et doté du niveau d'éducation le plus élevé a connu une croissance moyenne de 4,3 % par an sur la période 1970-89. Par contre, le groupe recevant le moins d'IDE et doté du niveau d'éducation le moins élevé a connu une croissance moyenne de seulement 0,64 % par an.
Dabla-Norris, Honda, Lahreche, Verdier	FMI	2010	IDE et croissance globale	IDE entre pays du G7 et 100 pays en développement (1985-2007), incluant 52 pays à bas revenus	L'impact des IDE varie sensiblement selon de nombreux facteurs (niveau de développement, ressources, marché financier, etc.) Le temps joue également, avec une accélération de l'impact des IDE dans la dernière décennie. Par contre l'ouverture commerciale joue peu.	L'impact sur la croissance est différent selon le type de pays. Dans les PED pauvres et non-pétroliers, les IDE ont un effet significatif (+0,5 à 0,7 % de croissance quand le ratio IDE/PIB augmente de 1%). Des effets de seuil existent cependant (secteur financier suffisant, institutions fortes, infrastructures, stabilité économique). Par exemple, un "déblocage" des IDE semble survenir quand le financement privé de l'économie passe au-dessus de 20%. De même, pour que l'IDE apporte une contribution positive à la croissance, il faut que l'inflation se maintienne au-dessous du seuil de 8%.
Alguacil, Cuadros, Orts	Université Jaume I (Espagne)	2010	IDE et croissance globale	26 pays en développement d'Asie et l'Amérique Latine (1960-2005)	Sauf sur les pays à faible revenu, les IDE ne sont efficaces qu'accompagnés de réformes institutionnelles et d'une stabilité économique suffisante	La dette extérieure et l'inflation diminuent l'impact des IDE sur la croissance, alors que la liberté économique (index of economic freedom), les infrastructures et l'urbanisation jouent en sens inverse (effet positif sur la croissance). Mais pour les pays les plus pauvres, les IDE, qui constituent une part majeure de l'accumulation de capital, impactent inconditionnellement la croissance.
Laura Alfaro, Andrew Charlton	LSE (Royaume-Uni)	2007	IDE et croissance par secteur cible	29 pays, principalement OCDE (UE, USA, Japon, Corée), avec Turquie, Mexique (1985-2000)	L'impact des IDE sur la croissance est plus fort si ces IDE correspondent aux cibles sectorielles du pays (IPA targets) et concernent des IDE de "qualité"	La croissance de la production liée aux IDE reçus est deux fois plus élevée en cas d'IDE dans un secteur impliquant des qualifications élevées que dans un secteur à bas niveau de qualification. De même, elle est d'autant plus élevée que le secteur de l'IDE est dépendant de financements externes en capital (cas par exemple des mines ou hydrocarbures).
Jamal Bouoiyour, El Mouhoub Mouhoud, Hicham Hanchane	Univ. de Pau/ Univ. Dauphine (France), IURS (Maroc)	2007	IDE et croissance	63 pays en développement (1960-2004) et en particulier les pays MED + Mauritanie	Les IDE ont un rôle moteur dans le processus de croissance des pays en voie de développement.	Une augmentation de 1% du ratio IDE/PIB engendre une augmentation de 0,289% du taux de croissance du PIB.
Aykut, Sayek	Bilkent Univ. (Turquie) / Banque Mondiale	2007	IDE et croissance du PIB selon le secteur	37 pays en développement (1990-2002)	Seuls les IDE dans le secteur manufacturier ont un impact positif sur la croissance, contrairement aux IDE dans l'agriculture ou les services.	Les IDE dans le secteur des ressources (par exemple hydrocarbures) ont peu d'impact (linkages) avec l'économie domestique.
IDE et INFRASTRUCTURES						
Auteurs	Organisation	Date	Impact étudié	Espace /période	Effet qualitatif	Exemple d'effet concret
Kinoshita, Lu	FMI/Univ. Taiwan	2007	IDE, croissance, infrastructures	42 pays en développement (1971-2000)	Les IDE ont un impact positif si le pays est doté d'une offre suffisante d'infrastructure.	Les infrastructures sont à la fois un moteur et une contrainte pour les IDE. Si le niveau d'infra. est insuffisant, les IDE seront inopérants en termes de croissance. Si par contre les infrastructures sont bien développées, l'impact sera maximisé. Pour maximiser leurs effets, les IDE ont besoin d'une capacité d'absorption du pays, liée au niveau d'éducation, au développement des marchés financiers et aux infrastructures.

Auteurs	Organisation	Date	Impact étudié	Espace /période	Effet qualitatif	Exemple d'effet concret
IDE et INVESTISSEMENT DOMESTIQUE						
Marc Lautier, François Moreau	CEPN/ CNAM (France) étude FEMISE	2010	IDE et investissement domestique	Modèle économétrique portant sur 68 PED (1984-2004)	C'est l'investissement domestique (des 5 années antérieures) qui semble tirer les IDE de l'année, et non l'inverse.	Un accroissement moyen de 1% du taux d'investissement domestique au cours des 5 dernières années induit une augmentation de 0,12 % des IDE de l'année suivante (hors fusions et acquisitions). Ce taux augmente dans les pays à revenus intermédiaires. La région MED se distingue par une plus faible contribution de la FBCF aux IDE et par une forte contribution de la stabilité politique.
Léonce Ndikumana, Sher Verick	AfDB (Tunisie)	2008	IDE et investissement domestique	38 pays sub-sahéliens (1970-2005)	Il existe relation une robuste entre IDE et investissement intérieur, dans les deux sens.	L'impact de l'investissement intérieur privé sur l'IDE est plus fort et plus robuste que la relation inverse (c'est l'investissement intérieur qui tire l'IDE). L'IDE entrant augmente aussi avec l'investissement public et avec les mesures favorables à l'investissement domestique.
Bosworth, Collins	Brookings Institution (Etats-Unis)	1999	Effet différentiel des divers types d'IDE sur l'investissement domestique	58 pays en développement (1978-1995)	Les IDE "greenfields", investissements de portefeuille et prêts bancaires ne sont pas corrélates entre eux et agissent positivement mais différemment sur l'investissement domestique.	Un dollar d'entrée de capitaux induit 0,5 dollar d'investissement intérieur. Mais l'impact est variable selon le type de flux : un dollar d'IDE "greenfield" augmente l'investissement intérieur de 0,8 dollar ; un investissement de portefeuille ne génère que 0,15 dollar; une entrée sous forme de prêt bancaire génère 0,5 dollar.
Borensztein, De Gregorio, Lee	National Bureau of Economic Research (USA)	1998	IDE et investissement domestique	IDE entre pays industriels et 69 pays en développement sur 2 décades (1970-1989)	Les IDE stimulent les investissements domestiques, plutôt qu'ils ne s'y substituent, surtout si le pays d'accueil bénéficie d'un haut niveau d'éducation.	En moyenne, un accroissement d'IDE de 1 induit un accroissement d'investissement global (étranger + domestique) supérieur à 1 (donc ne réduit pas l'investissement domestique). Les IDE sont un canal privilégié de transfert d'innovation technologique dans les PED. L'investissement domestique serait relativement consacré à des secteurs traditionnels, ne nécessitant pas forcément un haut niveau d'éducation. Par contre, les IDE s'exprimeraient dans les secteurs à fort contenu innovant, d'où le besoin d'une main d'œuvre hautement qualifiée.
Alfaro, Chanda, Kalemli-Ozcan, Sayek	Harvard/ Univ. Louisiana/ Univ. Houston/ Univ. Bilkent	2006	Retombées des IDE sur l'activité des entreprises domestiques	71 pays en développement (1975-1995)	Seuls les pays avec un marché financier développé bénéficient significativement des IDE en termes de retombées pour les entreprises locales qui fournissent des biens intermédiaires.	Pour un volume d'IDE donné, les bénéfices en termes de croissance sont quasiment doubles pour un pays avec un marché financier bien développé par rapport à un pays où ce marché est faible. En effet, si le marché financier fonctionne bien, les entrepreneurs locaux trouveront du crédit pour lancer leurs activités.
IDE et EMPLOIS						
Syed Zia, Abbas Rizvi	Institute of Business Managt. (Pakistan)	2009	Création d'emplois par les IDE	3 pays asiatiques (Chine, Inde, Pakistan) sur la période 1985-2008	Le niveau d'IDE n'explique pas à lui seul la création d'emplois dans les pays d'accueil.	Indépendamment de leurs autres bénéfices, les IDE ne créent pas directement d'emplois dans les 3 pays étudiés (l'élasticité de la création d'emplois par rapport au niveau d'IDE est très faible). Pour qu'elles soient efficaces en termes d'emplois, les mesures pro-IDE doivent être accompagnées de mesures de stimulation de l'emploi.

Auteurs	Organisation	Date	Impact étudié	Espace /période	Effet qualitatif	Exemple d'effet concret
IDE et TRANSFERTS de TECHNOLOGIE/PRODUCTIVITE						
Xu B.	Grand Valley State Uni., Michigan, US	2000	Retombées des IDE sur la productivité (spillovers)	40 pays en développement (1966-1994)	L'IDE a un rôle de vecteur de transfert de technologies, en particulier via les relations avec les fournisseurs locaux.	L'impact sur la productivité est positif seulement si le pays dispose d'un seuil minimal de capital humain. Pour qu'un PED bénéficie d'un effet positif de diffusion des technologies, il faut que ses travailleurs puissent accéder à 1,9 année de scolarité secondaire en moyenne.
Jamal Bouoiyour, El Mouhoub Mouhoud, Hicham Hanchane	Univ. de Pau/ Univ. Dauphine (France), IURS (Maroc)	2007	Retombées des IDE sur la productivité (spillovers)	63 pays en développement (1960-2004) et en particulier les pays MED + Mauritanie	Les IDE ont un impact faible sur la productivité.	Les «spillovers» ne sont pas automatiques et dépendent de la capacité d'absorption du pays hôte. Pour les pays MED, cette condition est satisfaite (et les IDE améliorent la productivité). Ailleurs, la présence étrangère ne signifie pas une amélioration systématique de la productivité des entreprises locales.
Beata Javorcik	Université d'Oxford (Royaume-Uni)	2004	Retombées des IDE sur l'activité des entreprises domestiques	IDE vers le secteur industriel en Lituanie (panel d'entreprises)	Les effets inter-secteurs sont déterminants par rapport aux effets intra-secteurs.	Les retombées positives des IDE résultent surtout des liens arrière (backward linkages) entre multinationales et leur fournisseurs locaux de produits intermédiaires. Un accroissement de 10% de l'activité des firmes étrangères dans un secteur industriel aval génère une croissance de 0,38% chez les fournisseurs en amont.
IDE, CROISSANCE et COMMERCE						
Makki, Somwaru	World Bank /USDA	2008	Impact combiné des IDE et des échanges (trade)	66 pays (1971-2000)	Les IDE et le commerce (à un degré moindre) stimulent la croissance.	Les IDE et le commerce jouent positivement sur l'investissement domestique et le capital humain. L'impact sur la croissance est d'autant plus fort que la stabilité monétaire (faible inflation) et une fiscalité limitée (impôts et dépenses publiques faibles) sont assurés.
Büthe, Milner	Duke Univ. / Princeton (Etats-Unis)	2005	Impact de la politique commerciale sur les IDE	120 pays en développement (1970-2000)	Les accords bilatéraux (free trade, protection des IDE) et l'appartenance aux institutions comme l'OMC stimulent les IDE.	Les engagements institutionnels (accord préférentiel de libre échange, protection des investisseurs, OMC) ont un impact simultané sur le commerce et les IDE, en rendant plus crédible la stratégie d'ouverture économique des pays.
Marino	ISTAT (Italie)	2000	Impact de l'ouverture commerciale sur les IDE et la croissance	42 pays en développement, dont 13 pays africains, y compris Maghreb et Egypte (1980-1995)	Le régime de commerce (protectionniste ou non) impacte fortement les IDE entrants et l'effet de ces IDE sur la croissance.	En distinguant entre pays "ouverts" et "fermés" (que ce soit en termes de tarif des biens intermédiaires importés, de ratio commerce sur PIB, ou de pourcentage de quotas sur les biens intermédiaires importés), les IDE des pays ouverts contribuent positivement à la croissance économique. Ceux des pays fermés diminueraient plutôt le taux de croissance.
Balasubramanyam, Salisu, Sapsford	Univ. Lancaster (Royaume-Uni)	1996	Impact combiné des IDE et des échanges (trade)	46 pays en développement (1971-1985)	L'impact des IDE sur la croissance est plus fort dans les pays qui poursuivent une politique de promotion des exportations plutôt que de substitution des importations.	Dans les pays dotés d'une stratégie de promotion des exportations, les IDE ont un impact plus important sur la croissance que l'investissement domestique.

Source : Bénédict de Saint-Laurent, « L'impact des IDE sur le développement économique des pays. Etat de l'art et application à la région MED », ANIMA Décembre 2010

Annexe 2 : Flux d'IDE, par région, 2011 - 2013 (en milliards de dollars et en pourcentage)

Région	Entrées d'IED			Sorties d'IED		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Monde	1 700	1 330	1 452	1 712	1 347	1 411
Pays développés	880	517	566	1 216	853	857
Union européenne	490	216	246	585	238	250
Amérique du Nord	263	204	250	439	422	381
Pays en développement	725	729	778	423	440	454
Afrique	48	55	57	7	12	12
Asie	431	415	426	304	302	326
Asie de l'Est et du Sud Est	333	334	347	270	274	293
Asie du Sud	44	32	36	13	9	2
Asie occidentale	53	48	44	22	19	31
Amérique latine et Caraïbes	244	256	292	111	124	115
Océanie	2	3	3	1	2	1
Pays en transition	95	84	108	73	54	99
Petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables	58	58	57	12	10	9
Pays les moins avancés	22	24	28	4	4	5
Pays en développement sans littoral	36	34	30	6	3	4
Petits États insulaires en développement	6	7	6	2	2	1
Pour mémoire: Part des flux mondiaux d'IED en pourcentage						
Pays développés	51,8	38,8	39,0	71,0	63,3	60,8
Union européenne	28,8	16,2	17,0	34,2	17,7	17,8
Amérique du Nord	15,5	15,3	17,2	25,6	31,4	27,0
Pays en développement	42,6	54,8	53,6	24,7	32,7	32,2
Afrique	2,8	4,1	3,9	0,4	0,9	0,9
Asie	25,3	31,2	29,4	17,8	22,4	23,1
Asie de l'Est et du Sud Est	19,6	25,1	23,9	15,8	20,3	20,7
Asie du Sud	2,6	2,4	2,4	0,8	0,7	0,2
Asie occidentale	3,1	3,6	3,0	1,3	1,4	2,2
Amérique latine et Caraïbes	14,3	19,2	20,1	6,5	9,2	8,1
Océanie	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Pays en transition	5,6	6,3	7,4	4,3	4,0	7,0
Petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables	3,4	4,4	3,9	0,7	0,7	0,7
Pays les moins avancés	1,3	1,8	1,9	0,3	0,3	0,3
Pays en développement sans littoral	2,1	2,5	2,0	0,4	0,2	0,3
Petits États insulaires en développement	0,4	0,5	0,4	0,1	0,2	0,1

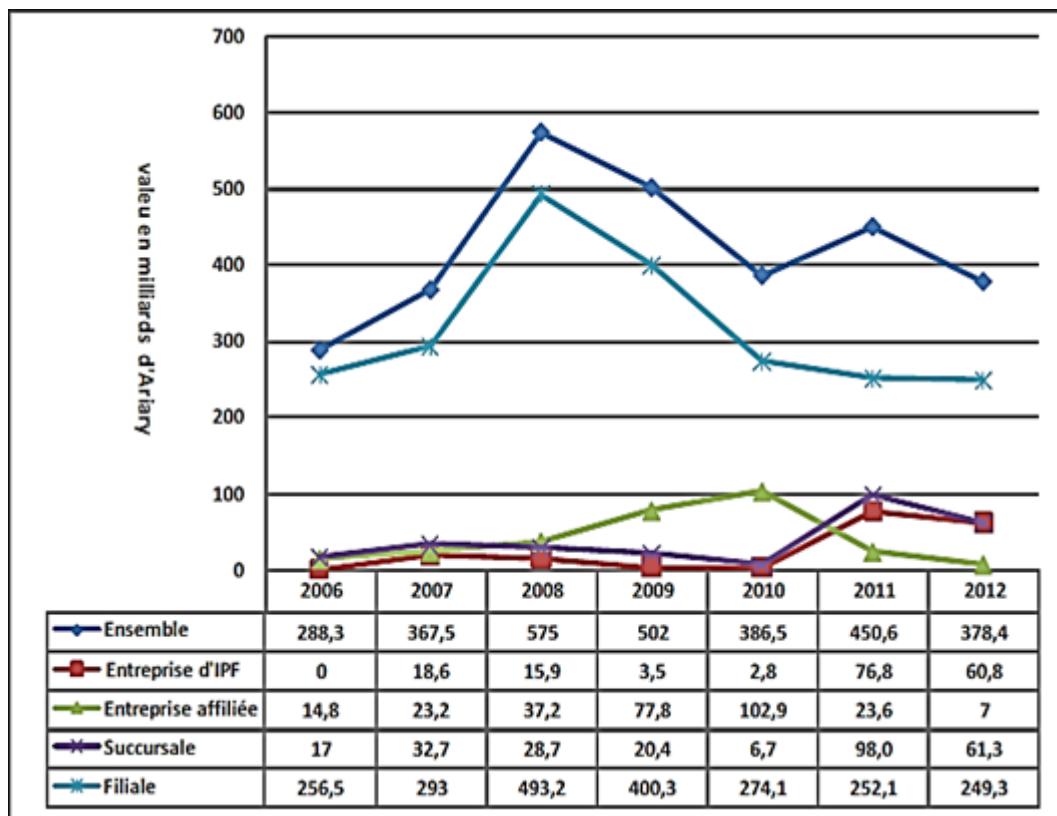
Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2014.

Annexe 3 : répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise d'IDE en 2012 (cas de Madagascar)

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	IPF	affiliée	Filiale	Succursale
		En %	En %	En %	En %	En %
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	11,4	0,0	0,0	13,0	18,2
16	Fabrication de produits à base de tabac	2,3	100,0	0,0	0,0	0,0
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	40,9	0,0	33,3	43,5	45,5
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	2,3	0,0	0,0	4,3	0,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	4,5	0,0	11,1	4,3	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	Édition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	4,5	0,0	0,0	4,3	9,1
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	9,1	0,0	11,1	13,0	0,0
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,5	0,0	22,2	0,0	0,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,3	0,0	0,0	4,3	0,0
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,5	0,0	0,0	4,3	9,1
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	2,3	0,0	0,0	4,3	0,0
35	Fabrication d'autres matériels de transport	2,3	0,0	11,1	0,0	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	9,1	0,0	11,1	4,3	18,2
37	Récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : BCM et INSTAT, étude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar, 2014

Annexe 4 : Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2012



Source : INSTAT et BCM, étude sur les IDE à Madagascar, 2014.

TABLE DES MATIERES :

REMERCIEMENTS :	i
GLOSSAIRE :	ii
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS :	iii
Liste des tableaux :	v
Liste des figures :	vi
SOMMAIRE :	vii
INTRODUCTION :	1
PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES SUR LES IDE	3
CHAPITRE 1 : CONCEPTS ET DEFINITIONS AUTOEUR DE L'IDE	5
Section 1) généralités sur les IDE	5
1) Définition de l'IDE et des termes en relations :	5
2) Types d'IDE :	6
3) Mode de mesure de l'IDE :	6
Section 2) Les principales stratégies des firmes multinationales (FMN)	7
1) La stratégie d'accès aux ressources naturelles	7
2) La stratégie d'accès au marché : la stratégie « horizontale »	7
3) La stratégie de minimisation des coûts : la stratégie “ verticale ”	8
4) La stratégie de partenariat	9
Section 3) les supposés effets des IDE sur l'économie du pays d'accueil	10
1) Les effets des IDE sur la croissance économique :	11
3) Les effets des IDE sur la réduction de la pauvreté et sur le bien – être de la population locale :	12
3) Les effets des IDE sur la recette fiscale (sur les finances publiques) :	12
CHAPITRE 2 : REVUE DE LA LITTERATURE CONCERNANT LES DETERMINANTS ET LES IMPACTS DES IDE	13
SECTION 1) les déterminants théoriques des IDE	13
1) La théorie du cycle de vie des produits :	13
2) La théorie des coûts	14
SECTION 2) les théories économiques sur les impacts des IDE	14
1) Relation entre IDE et croissance	14
2) Approche de certains auteurs quant aux effets des IDE dans les pays d'accueil	15
3) Les possibles effets négatifs des IDE dans les pays d'accueil	16
CHAPITRE 3 : APERÇU GLOBAL DE L'EVOLUTION DES IDE DANS LES PED ET A MADAGASCAR	18
Section 1 : Tendance et évolution des IDE dans le monde et en particulier en Afrique	18
1) L'évolution des flux d'IDE dans le monde	18
2) Les caractéristiques des flux d'IDE dans le monde	18
Section 2 : le climat des affaires et les facteurs d'attractivité des IDE en Afrique	21
1) Les facteurs attirant les IDE en Afrique	21

2) Les stratégies des firmes en Afrique	22
Section 3 : les obstacles du développement des IDE en Afrique.....	22
1) L'instabilité politique :	22
2) Le mauvais état des infrastructures de base.....	23
3) La fiscalité sévère	23
Section 4 : Le début de Madagascar en matière d'IDE	23
1) La situation économique de Madagascar :	23
2) Historique des politiques économiques et industrielles à Madagascar	24
3) Les mesures d'incitations fiscales et juridiques :.....	27
4) Les atouts de Madagascar	28
Section 5 : analyse de l'évolution des flux et des stocks des IDE à Madagascar :	30
1) L'évolution des flux d'IDE à Madagascar :.....	30
a) Analyse des flux d'IDE par branche d'activité	34
b) L'origine des flux d'IDE.....	37
c) Les dividendes distribués en 2012.....	41
2) Stocks des investissements directs étrangers	42
a) Evolution globale du stock	42
b) Le stock d'IDE par branche d'activité.....	43
c) La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE	45
PARTIE II : LES IMPACTS DES IDE POUR MADAGASCAR	49
CHAPITRE 1 : LES EFFETS DES IDE POUR MADAGASCAR	51
Section 1 : les impacts des IDE pour Madagascar	51
a) Effet sur la croissance économique :	51
b) Impact des IDE sur la balance des paiements	55
c) Les impacts sur l'emploi et la réduction de la pauvreté : les effets des flux d'IDE sur la réduction de la pauvreté et la hausse du revenu à Madagascar	59
d) Les impacts sur les investissements locaux :	63
e) Les effets des IDE sur le transfert de technologies et les effets d'apprentissage	63
f) Les impacts sur l'environnement écologique.....	63
Section 2 : Les obstacles au développement des IDE à Madagascar.....	64
CHAPITRE 2 : REFLEXIONS SUR LES IMPACTS DES IDE A MADAGASCAR ET SUGGESTIONS	68
Section 1 : Analyse et réflexions des impacts des flux d'IDE à Madagascar	68
a) Réflexion sur les impacts des IDE sur la croissance :.....	68
b) Réflexion sur les impacts des IDE sur la pauvreté	69
c) Réflexion sur les impacts des IDE sur la balance des paiements.....	69
Section 2 : quelques suggestions en vue de tirer avantage des IDE	69
1) Suggestion au niveau économique	70

2) Suggestion au niveau social	71
3) Suggestion au niveau de l'environnement écologique.....	71
CONCLUSION.....	73
BIBLIOGRAPHIE :	74
Annexe 1 : Résultat des travaux économétriques marquant sur l'impact des IDE.....	77
Annexe 2 : Flux d'IDE, par région, 2011 – 2013 (en milliards de dollars et en pourcentage).....	80
Annexe 3 : répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise d'IDE en 2012 (cas de Madagascar)	81
Annexe 4 : Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2012	82

Nom et prénoms : RAFAHITRINIAINA Albert Tinarivoarisoa

Titre : « réflexions sur les impacts des investissements directs étrangers dans les pays d'accueil : étude du cas de Madagascar ».

Nombre de pages : 85

Tableaux : 17

Figures : 11

Contact : 032 47 906 61

E-mail : rivo95@rocketmail.com

Résumé :

Ce travail analyse les impacts Investissements Directs Etrangers (IDE) dans les pays d'accueil. Pour le cas de Madagascar, les flux d'IDE sont encore faibles par rapport aux autres pays africains. Le pays n'arrive pas à attirer suffisamment d'investisseurs étrangers à cause de plusieurs facteurs liés au climat des affaires notamment l'instabilité politique, l'absence d'infrastructure de base, la non qualification des travailleurs, ou encore les raisons géographiques. Les IDE peuvent générer de la croissance mais avec des conditions strictes comme la stabilité politique, le niveau d'éducation de la population locale apte au transfert de technologie. Par contre, les IDE peuvent aussi provoquer des effets négatifs sur l'économie, la société et l'écologie du pays d'accueil. La dépendance des pays d'accueil aux capitaux étrangers limite considérablement l'initiative nationale d'investissement, les entreprises d'IDE deviennent des concurrents aux entreprises locales. L'implantation des firmes multinationales induit une inflation et entraînent des externalités négatives (pollution et nuisance) sur la communauté locale. Bref, il appartient à l'Etat d'élaborer une politique économique intégrant les IDE dans le cadre des objectifs de développement durable.

Mots clés : Investissement Direct Etranger, croissance économique, stabilité politique, externalité, pauvreté

Abstract :

This study attempts to analyze the impacts of the Foreign Direct Investment (FDI) on the developing countries like Madagascar. The FDI on Madagascar appears to be weak according to the other African countries. As a result of this fact, the local impact of the FDI is low. High taxation and political instability can account for it. More over the situation of our doing business discourage the investor to come. The success of the FDI's strategy depends on high level education and moderate taxation. However, the FDI can also cause negative impacts such as the destruction of the ecosystem. So the government should draw up an adequate strategy to face those problems.

Key words : Foreign Direct Investment, economic growth, doing business, stability, poverty

Encadreur : Monsieur RAKOTOARISON Rado Zoherilaza, Maître de conférences